

**PROJET DE PROMOTION DES DROITS DE
PROTECTION DES FILLES TRAVAILLEUSES
DOMESTIQUES (JIGITUGU) DANS LE DISTRICT
DE BAMAKO ET LES CERCLES DE SEGOU,
SAN ET BLA**



**Réalisation : Centre d'Expertise pour l'Etude, la Formation et
l'Accompagnement en Développement (CEFAD), Bamako, Sébénikoro,
immeuble CEFAD,**

Tel : (+223) 66 81 78 41/77 16 50 19, Email : gdkembe@gmail.com // cefadconsult@gmail.com

Bamako, juillet 2022

TABLE DES MATIERES

| | |
|--|----|
| RESUME EXECUTIF | 5 |
| 1. INTRODUCTION | 17 |
| 1.1. Contexte et justification | 17 |
| 1.2. Objectif de la prestation | 18 |
| 1.3. Méthodologie | 18 |
| 1.3.1. Phase préparatoire | 18 |
| 1.3.2. Phase de terrain | 18 |
| 1.3.3. Phase d'Analyse et présentation des résultats | 19 |
| 1.3.4. Difficultés rencontrées | 19 |
| 2. RAPPEL DU PROJET | 20 |
| 3. EVALUATION DE LA PERTINENCE DU PROJET | 24 |
| 4. EVALUATION DE L'EFFICACITE DU PROJET | 26 |
| 4.1. Analyse de la gestion du projet | 26 |
| 4.2. Analyse de la collaboration entre les acteurs de mise en œuvre | 27 |
| 4.3. Analyse de la synergie avec d'autres projets similaires | 28 |
| 4.4. Situation de mise en œuvre des activités du projet | 28 |
| 4.4.1. ML1906.R1.P1 : Les filles travailleuses domestiques bénéficient d'un accompagnement adapté et renforcent leurs capacités d'autonomisation | 28 |
| 4.4.2. ML1906.R1.P2 : Les filles travailleuses domestiques ont accès à des alternatives éducatives adaptées | 33 |
| 4.4.3. ML1906.R2.P1 : Les mécanismes communautaires de protection de l'enfant dans les communautés (zone départ et d'arrivée) sont identifiés, renforcés et mis en synergie avec le système institutionnel | 34 |
| 4.4.4. ML1906.R2.P2 : Les Parents et les employeurs sont sensibilisés sur les Droits de l'Enfant en général et des FTD en particulier et sur la migration précoce | 37 |
| 4.4.5. ML1906.R2.P3 : Le système formel de protection des enfants et plus particulièrement des FTD est renforcé et fonctionnel | 37 |
| 4.4.6. ML1906.R3.P1 : La perception des FTD par la société évolue positivement et leurs droits sont reconnus | 39 |
| 4.4.7. ML1906.R3.P2 : Le cadre institutionnel et juridique est en adéquation avec les droits des FTD et est mieux appliqué | 40 |
| 4.4.8. ML1906.R4.P1 : Les mécanismes de prévention de la migration précoce des filles sont renforcés dans les communautés de Ségou, Bla et San | 41 |
| 4.4.9. R5. Le système de monitoring, d'évaluation et de coordination des interventions du projet sont mis en place et fonctionnels | 44 |
| 4.5. Niveau d'atteinte des résultats du projet | 45 |

| | |
|---|----|
| 4.5.1. Résultat 1 : Les filles travailleuses domestiques bénéficient d'un accompagnement et de mesures de protection adaptées selon leur âge et leur situation individuelle, en vue d'une amélioration de leurs conditions de vie | 45 |
| 4.5.2. Résultat 2 : Le système de Protection de l'enfant et particulièrement des FTD, y compris les mécanismes communautaires de protection, est renforcé et fonctionnel..... | 45 |
| 4.5.3. Résultat 3 : Une culture de bientraitance envers les filles travailleuses domestiques est promue à travers la sensibilisation du grand public et le plaidoyer auprès des décideurs | 46 |
| 4.5.4. Résultat 4 : Les mécanismes de prévention de la migration précoce des filles sont renforcés dans les communautés de Ségou, Bla et San..... | 46 |
| 4.6. Niveau d'atteinte des indicateurs du projet..... | 47 |
| 5. EVALUATION DE L'EFFICIENCE DU PROJET | 48 |
| 6. EVALUATION DES EFFETS / IMPACTS DU PROJET les | 48 |
| 6.1. Effets sociaux | 48 |
| 6.1.1. Niveau de satisfaction des acteurs vis-à-vis du projet..... | 48 |
| 6.1.2. Prise de conscience sur les risques et les dangers des FTD | 50 |
| 6.1.3. Valorisation de l'image des FTD dans les zones de départ et d'accueil..... | 51 |
| 6.1.4. Réduction de la charge de travail des FTD | 52 |
| 6.1.5. Développement psychosocial des FTD / filles cibles | 52 |
| 6.2. Renforcement de la promotion des droits des filles/FTD..... | 53 |
| 6.2.1. Connaissance des droits des enfants | 53 |
| 6.2.2. Alphabétisation des FTD /appui à la scolarisation des filles | 54 |
| 6.2.3. Développement de leadership de paires éducatrices et des autres acteurs..... | 54 |
| 6.2.4. Gestion efficace des cas de vulnérabilités..... | 55 |
| 6.3. Effets économiques | 56 |
| 7. Prise en compte du genre par le projet Jigitugu | 57 |
| 8. DURABILITE DES ACQUIS DU PROJET | 58 |
| 9. SYNTHÈSE DES FORCES ET DES FAIBLESSES | 60 |
| 10. LEÇONS APPRISES | 62 |
| 11. CONCLUSION ET RECOMMANDATIONS..... | 63 |
| 12. ANNEXES..... | 67 |

LISTE DES TABLEAUX

| | |
|--|----|
| Tableau 1 : Acteurs rencontrés au cours de la phase de terrain | 19 |
| Tableau 2 : Personnel des ONG | 27 |
| Tableau 3 : Taux de décaissement du budget du projet | 48 |
| Tableau 4 : Niveau de satisfaction des bénéficiaires | 49 |
| Tableau 5 : Appréciation du niveau de participation des bénéficiaires | 49 |
| Tableau 6 : Niveau de communication entre les filles/FTD et les acteurs locaux | 49 |
| Tableau 7 : Avis sur la prise de conscience sur les dangers sur les FTD | 50 |
| Tableau 8 : Avis des filles, des FTD sur l'amélioration de la perception des employeurs, des grandes logeuses et des parents | 51 |
| Tableau 9 : Les effets de votre participation aux séances de sensibilisation sur votre développement psychosocial..... | 52 |
| Tableau 10 : Connaissance des droits des enfants | 53 |
| Tableau 11 : Amélioration du cadre d'étude des filles élèves orphelines dans les zones de départ et également l'alphabétisation des FTD dans les zones d'accueil | 54 |
| Tableau 12 : Activités intenses réalisées par les mécanismes locaux de protection..... | 55 |
| Tableau 13 : Gestion efficace des cas de vulnérabilités | 55 |
| Tableau 14 : Amélioration de la situation économique des parents des filles élèves à travers la pratique des AGR financées par le projet JIGITUGU | 56 |
| Tableau 15 : Les effets sur l'amélioration de la situation économique des FTD | 56 |

LISTE DES SIGLES

| | |
|---------------|--|
| ADDAD | Association des Défenses des Droits des Aide-ménagères et des Domestiques |
| AG | Assemblée Générale |
| AGR | Activité Génératrice de Revenus |
| AME | Association des Mère d'Enfants |
| BNCE | Bureau National Catholique pour l'avance |
| CAP | Centre d'Animation Pédagogique |
| CDE | Convention relative aux Droits de l'Enfant |
| CGS | Comité de Gestion Scolaire |
| DNPEF | Direction National de Promotion de l'Enfant et de la Famille |
| DRPFEF | Direction Régionale de Promotion de la Femme, de l'Enfant et de la Famille |
| ECU | Ecole à Classe Unique |
| EPC | Epargne Pour le Changement |
| FTD | Filles Travailleuses Domestiques |
| SLDSES | Service Local de Développement Social et de l'Economie Solidaire |
| SLPFEF | Service Local de la Promotion de la Femme, de l'Enfant et de la Famille |
| SSAP | Stratégie de Scolarisation Accélérée/Passerelle |
| OEJ | organisations d'enfants et jeunes |
| ONG | Organisation Non Gouvernementale |
| TDL | Technicien de Développement Local |
| VENA | Violence, Exploitation, Nuisance et Abus |
| VBG | Violence Basé sur le Genre |

RESUME EXECUTIF

Le Projet de promotion des droits et de protection des filles travailleuses domestiques (FTD) dans le District de Bamako est le premier Projet d'Educo Mali spécifique en Protection. L'objectif général du projet est de contribuer d'ici 2021 à la reconnaissance et la jouissance effective des droits des filles travailleuses domestiques au Mali et l'amélioration significative de leurs conditions de vie.

La méthodologie de réalisation a consisté à la tenue de la réunion de cadrage, l'élaboration et la validation du dossier d'évaluation. Quant à la phase de terrain, elle a permis de rencontrer les principales cibles (FTD et employeuses à Bamako, filles et leurs tuteurs/mères dans la région de Ségou, les ONG Educo, ADDAD, Enda, BNCE, les communes de deux zones. Les grandes logeuses à Bamako, les mécanismes locaux de protection, les points focaux de gares, les chefs de quartiers ont été aussi rencontrés. Quant à la phase post – terrain, elle a vu la production d'un rapport provisoire, suivi par les amendements d'Educo et de ses partenaires. La restitution se tiendra avant la validation du rapport de la mission.

En termes de pertinence, le projet Jigitugu est caractérisé par une forte adéquation avec les textes nationaux et internationaux. Ces textes internationaux sont la Convention relative aux Droits de l'Enfant (CDE), la Convention n°138 de l'OIT statue sur l'âge minimum d'admission à l'emploi à 15 ans, la Convention n°182 de l'OIT sur les Pires Formes de Travail des Enfants (PFTE) et les Objectifs de Développement Durable (ODD). Le projet cadre avec la Charte Africaine des Droits et du Bien-Etre de l'Enfant (CADBEE) de 1990, le Code de protection de l'enfant adopté par l'Ordonnance N° 02-062/P-RM du 05 juin 2002, la loi N° 92-020 du 23 septembre 1992 portant Code du Travail, modifiée par la loi N° 2017-021 du 12 juin 2017, notamment les articles 185, 186 et 187. Le projet est aussi en harmonie avec les PDESC des communes des zones de départ et d'accueil et répond aussi besoins prioritaires des FTD, des filles vulnérables. Les actions sont jugées pertinentes aussi au regard de la pertinence des actions initiées dans le cadre du projet.

En termes d'efficacité, le projet a connu un bon niveau de mise en œuvre. 40 espaces de regroupement de FTD sont fonctionnels à Bamako et animés par les Paires Educatrices (les FTD elles-mêmes), une identification de 2037 FTD contre 2000 prévues. L'assistance en termes de gestion de cas a concerné 400 FTD/ 300 victimes de violences sexuelles, physiques, maladies, grossesses, exploitation. Le projet a aussi assuré la réunification de 42 filles avec leurs familles dans les zones de départ et la formation de 52 paires éducatrices. Ces dernières ont animé 208 causeries débats et 60 séances d'orientation des FTD. Pour la tenue des séances de sensibilisation, le projet a mis aussi en place 45 espaces de groupement des FTD. Le projet a permis l'identification de 60 FTD de moins de 15 ans en 2019 qui ont bénéficié des cours de rattrapage dans les après –midi et de kits scolaires pour permettre leur retour à l'école et a assuré l'alphabétisation du 390 FTD sur des thèmes basés sur leur quotidien. Cependant, seulement 30 FTD de plus de 15 ans ont été accompagnées

dans l'élaboration des projets de vie individuels et n'ont pas encore bénéficié de financement des AGR à la fin du projet. Quant au suivi individuel des FTD, il a été réalisé au cours des trois années du projet (2019 à 2021).

L'étude diagnostique des mécanismes de protection communautaires prévue a été réalisée en 2019 par un consultant externe. Le projet a appuyé la mise en place de 41/30 mécanismes prévus et de 20 points focaux dans les gares pour orienter les FTD ayant perdu les contacts avec les employeuses /tutrices. Le projet s'est aussi engagé dans la formation des acteurs de zones de départ sur les droits des FTD. Sur les 60 femmes prévues, le projet a assuré la formation de 75 femmes. Les acteurs ont été organisés en 2 réseaux de lutte contre la VENA des FTD. Chaque réseau local est composé de 40 acteurs locaux, dont 13 femmes. Il a apporté des appuis aux organisations d'enfants et jeunes (OEJ) : CCNEJ, PE, APJEC, AEJT et du Parlement des Enfants dans les actions de sensibilisation grâce à des vidéos en ligne, les causeries éducatives dans les quartiers. Les OPJ des zones de départ et d'accueil ont suivi aussi des formations sur les droits des enfants et des FTD en particulier.

Dans les quartiers de Bamako, on note la tenue de 3 AG de sensibilisation des acteurs locaux ayant touché 292 employeuses et 50 FTD et l'organisation de rencontres d'échange trimestrielles avec les employeurs des FTD. Le projet a aussi accompagné l'organisation de rencontre d'échange entre la coordination des mécanismes communautaires et le dispositif intégré institutionnel de la protection de l'enfant et en particulier sur les FTD dans les communes d'intervention de Bamako et des cercles de Ségou, Bla et San. En plus, il a aidé en appuis matériels à la DRPFEF, DRDSES, la Brigade des Mœurs du District de Bamako et mis en place et le fonctionnement d'un réseau de journalistes sur la thématique des FTD dans le district de Bamako et les cercles de Ségou, Bla et San. Dans le cadre de l'amélioration de la visibilité de ses actions, le projet a appuyé l'organisation de 10 journées thématiques à Bamako et dans la région de Ségou.

Une Cartographie des acteurs travaillant sur la thématique des FTD au niveau du District de Bamako a été établie et les organisations d'enfants, jeunes et FTD ont été renforcées pour être au centre des actions de plaidoyer sur la thématique des FTD au niveau des zones de départ et d'arrivée (Ségou, Bla, San et District de Bamako). En outre, les DRPFEF et la DNPEF ont été assistées dans la réalisation d'un recueil des textes relatifs à la protection des FTD. L'étude d'analyse du niveau de vulnérabilité des familles et l'identification des enfants vulnérables a été réalisée en 2019 à Bamako et en 2020 à Ségou. Le projet a identifié 90 filles et 90 mères identifiées comme vulnérables dans les zones de départ (6 communes) et a renforcé leurs compétences sociales et économiques des familles vulnérables (EPC/ AGR).

Un soutien a été apporté à 210 filles sur 180 prévues en les dotant de kits scolaires. Au cours de l'année 2020, 108 enfants ont été identifiés par Educo dans les 6 communes (San, Diéli, Yangasso, Touna, Saminé et Dioro) de départ, dont 54 ont

bénéficié des actes de naissance. Le projet a offert une dotation des écoles des communes de Saminé, de Dioro, Touna, Yangasso, San et Diéli en kits d'hygiène et savon pour la prévention contre le COVID19. Il a aussi organisé un forum communautaire sur les dangers de la migration précoce et l'importance de l'école dans la commune de Yangasso. L'activité a été remplacée par des émissions radiophoniques animées par 6 stations radios de la région de Ségou. En termes de monitoring, 8 missions de suivi mensuel ont été réalisées dans les communes de Bamako et 4 missions dans la région de Ségou. Un film documentaire a été élaboré portant sur les succès du projet après deux ans de mise en œuvre. Quant au Comité de Pilotage, il s'est régulièrement tenu annuellement au cours des trois années du projet.

L'analyse des résultats atteints a été réalisée sur la base des indicateurs de suivi – évaluation internes et ceux de l'évaluation externe. Cette analyse conclut à des grandes avancées dans l'atteinte des résultats, mais avec des besoins de consolidation de ceux –ci au cours d'une nouvelle phase.

Résultat 1 : Les filles travailleuses domestiques bénéficient d'un accompagnement et de mesures de protection adaptées selon leur âge et leur situation individuelle, en vue d'une amélioration de leurs conditions de vie : Le taux de réalisation d'atteinte des résultats est estimé à 98%. Cela s'explique par une mise en œuvre adéquate des activités permettant d'atteindre ces résultats. Le taux d'atteinte de l'IOV 1 de ce résultat est de 96%. En effet, un total de 96/100 FTD (13% des moins de 15 ans et 87% de plus de 15ans) ont reconnu une nette amélioration de leur situation (Résultat des enquêtes individuelles de suivi –évaluation d'Educo). Les FTD ont été appuyées en fonction des leurs besoins spécifiques en termes de santé, d'habillement, de violence, etc.

Résultat 2 : Le système de Protection de l'enfant et particulièrement des FTD, y compris les mécanismes communautaires de protection, est renforcé et fonctionnel : Les mécanismes ont été renforcés en système de protection des FTD est estimé à 97% (selon les résultats de l'évaluation). Ce taux est de 102% selon les résultats de mission de suivi –évaluation d'Educo. Selon les résultats des enquêtes de l'évaluation, ce taux sera de 85%. Ce chiffre se justifie par le besoin de consolider les acquis des interventions. Une telle dynamique a besoin d'être poursuivie continuellement par des leaders locaux.

Résultat 3 : Une culture de bientraitance envers les filles travailleuses domestiques est promue à travers la sensibilisation du grand public et le plaidoyer auprès des décideurs : Les résultats des activités de suivi – évaluation interne réalisées par Educo ceux de l'évaluation concordent sur le niveau d'atteinte des résultats en termes de promotion d'une culture de bientraitance des FTD. Les résultats internes d'Educo donnent en IOV1.R3 que 96% des FTD ont reconnu que leur condition de travail s'est améliorée et en IOV2.R3 que 91% des FTD ont affirmé

que leurs employeurs ont des attitudes correctes envers elles. Les résultats de l'évaluation sont autour de 85% au regard des bons résultats, du bon niveau d'implication des acteurs, mais aussi des besoins de consolider les acquis.

Résultat 4 : Les mécanismes de prévention de la migration précoce des filles sont renforcés dans les communautés de Ségou, Bla et San : Le taux d'atteinte de ce résultat est de 100% selon les données internes fournies par Educo. En effet, les 6 mécanismes de prévention de la migration précoce des FTD prévus ont été renforcés dans les communautés de Ségou, Bla et San. Selon les résultats de l'évaluation, ce taux est estimé à 80% malgré les résultats importants de ces mécanismes. Ces derniers ont encore besoin d'assistance pour s'autonomiser et surtout d'une vision à long termes dans un leadership endogène

L'analyse de l'Objectif Spécifique 1 : Lutter contre l'exploitation des filles dans le travail domestique en promouvant des environnements sûrs et protecteurs dans 03 Communes du District de Bamako de 2019 à 2021 donnent aussi des avancées positives importantes.

IOV1.- % de FTD victimes de violence et autres violations de leurs droits désagréées en catégorie d'âge et source de violation. La situation de référence rappelée dans le document de projet est 9% pour la violence physique, la violence verbale 36%, la privation de repas 8%, les mauvaises conditions d'hébergement 59,6%, la privation eau de famille 18%, la violence sexuelle 12%, la rémunération irrégulière 14% et l'absence de jour de repos 74%.

IOV2.- % de FTD capables de citer des situations à risques et qui ont été capables de signaler des cas d'abus ou de violences à leur égard ou à l'égard de leurs pairs : la valeur de référence est de 17%. Sur la base du suivi individuel réalisé en 2021, 85% des FTD ont été capables de citer des situations à risques. Soit un taux d'atteinte de 100% (source Educo). Selon l'évaluateur, ce taux sera de 85% des filles qui ont été capables de citer et de signaler les cas de violation des droits.

En termes d'efficience, le projet Jigitugu s'est surtout caractérisé par son insuffisance. Pour un projet aussi essentiel, le taux de décaissement est globalement de 74% pour les trois années. Sur un budget de 393 498 266,67 Fcfa prévu, le montant décaissement est seulement de 291 854 816,28 FCFA. Les montants dédiés aux activités sont décaissés avec des retards de 4 à 6 mois sur 12 mois prévus. Et les montants alloués pour les salaires, les activités sont insuffisantes.

Les effets sociaux et impacts du projet Jigitugu sont nombreux et touchent différentes catégories concernées. Ces effets touchent les aspects sociaux, éducatifs, organisationnels, économiques, etc.

Les acteurs expriment un taux de 94,89% de bon niveau de satisfaction contre 5,11% de passable. Les filles et les FTD estiment à 94% avoir bien participé aux actions essentielles de ce projet et 96% pour les autres acteurs. Le niveau de communication

est jugé bon dans l'ensemble. Entre les FTD et les parents, la communication est jugée bonne par les parents à 79,56% contre 67,88% pour les autorités villageoises et 80,29% pour le club des filles/paire éducatrices. Les 53% de ceux –ci ont noté une réduction du temps de travail des FTD, 47% le paiement régulier de salaire des FTD, les 86% la réduction du départ précoce des filles. La réduction des abandons de l'école est confirmée par les 82% des mères d'enfants vulnérables rencontrées et les 28% ont noté la réduction des tracasseries sur les axes routiers. Les 73% des FTD/filles scolarisées affirment avoir constaté une réduction de la violence physique à leur endroit contre 44,53% pour les agressions verbales et 74,45% pour les agressions sexuelles et 62,04% pour le refus d'accès à l'alimentation.

Les 85,00% des FTD rencontrées estiment que le projet a nettement permis le développement d'une perception positive des employeurs contre les 74,62% pour les grandes logeuses. Par rapport aux parents, les filles estiment que leurs mères /tutrices ont beaucoup plus développé une perception positive 78,10% des enquêtés contre les 52,55% pour les parents hommes. Selon les résultats des enquêtes, les 75,45% des FTD se sentent à l'aise en milieu de travail (domicile des employeuses pour les FTD à Bamako et écoles pour les filles vulnérables identifiées dans les zones de départ). Ce taux est identique pour les 75,18% des filles et des FTD enquêtées.

Les résultats des enquêtes donnent des taux très intéressants en termes de renforcement des connaissances des filles et des FTD rencontrées. Les 56,93% ont cité le droit à la protection contre les discriminations, 91,97% le droit à l'éducation, 90,51% le droit à la santé, 58,39% le droit d'avoir un nom ou une nationalité. Ces données sont des résultats tangibles engrangés par le projet. Dans le domaine de l'éducation, les 97% des filles scolarisées rencontrées ont témoigné des effets positifs du projet sur leur scolarisation. Les 32 paires éducatrices formées par le projet sont certes des personnes ressources pour ce projet, mais des leaders bien confirmées à Bamako et dans leurs communautés.

Le projet est peu intervenu dans la promotion économique. Les mères/ tutrices avaient bénéficié 25 000F chacune pour leurs AGR et 45 000 Fcfa par pour l'EPC. Ce fonds est largement inférieur par rapport aux besoins des femmes. Cependant, ce montant a pu démarrer les AGR et l'EPC pour ces femmes. Les 91,24% de ces mères et des FTD estiment qu'elles ont connu une augmentation de revenus du fait des actions du projet. En termes organisationnel, le projet a permis un début de dynamisation des mécanismes communautaires et de leur coordination régionale. Elle a permis d'enclencher une communication fluide autour de la question de protection des enfants et des FTD en particulier.

En termes d'effets/impacts genre, le projet a eu les acquis suivants : (i) Le développement d'une stratégie d'intervention basée sur le genre, (ii) Une responsabilisation de 52 paires éducatrices dans la tenue des activités de sensibilisation dans les espaces de regroupements des FTD ; (iii) La sensibilisation

des 2037 FTD sur les aspects essentiels rattachés à leur quotidien ; (iv) Le maintien de 282 filles dans les écoles, les mamans des filles vulnérables ont bénéficié de la formation en organisation des groupements, en EPC et la dotation d'un montant de 300 000 FCFA (par groupement) ; (v) Dans les zones d'accueil, le projet appuyé directement 390 FTD en alphabétisation et 30 ont profité de l'élaboration de projets de vie ; (vi) Le développement de capacités organisationnelles au profit des membres des réseaux, dont au moins 30% de femmes.

En termes de durabilité, les points forts existent, mais il faudra les consolider. Les paires éducatrices qui ont été formées constituent des personnes ressources sûres pour la sensibilisation des FTD. Les mécanismes poursuivront certes les actions de protection des FTD et d'autres catégories d'enfants à titre individuel. En effet, ces actions sont réalisées par chacun des membres souvent sans appui externe. Les différents groupements de FTD dans les quartiers d'intervention sont difficilement durables dans un contexte post – projet. Les groupements de femmes mères des filles vulnérables dans les localités de départ ont une forte chance de poursuite des actions après la fin du projet. Les actions d'alphabétisation malgré leur succès ne sont durables si les actions de ne sont poursuivies par la mise en œuvre de projets de vie élaborés par les FTD. Les points focaux des gares continueront aussi les actions en relation avec les SLPFEF, les DRPFEF, les centres d'accueil des ONG du domaine. Les actions de concertations, de fora continueront aussi difficilement en l'absence d'un financement extérieur. Les montants investis dans ces activités sont souvent importants et ne sont pas forcément à la portée des communes, maitres d'ouvrage du domaine. Concernant les communes, elles doivent fournir des efforts importants pour une gestion professionnelle du domaine de la promotion de l'enfant et des FTD.

La synthèse des forces et des faiblesses permet d'établir le cadre ci – après :

| Critères | Note (^x /5) | Forces | Faiblesses |
|------------|----------------------------|--|--|
| Pertinence | 5/5 | <ul style="list-style-type: none"> - Cohérence avec les documents nationaux et internationaux dont le PANETEM, la CDE, le PFTE, la CADBEE - Adéquation avec les priorités des structures étatiques et les communes - Réponse à des besoins urgents des FTD à Bamako et des filles potentielles dans les localités de départ - Projet couvrant divers composantes (sensibilisations, gestion des cas, plaidoyer, scolarisation des filles, AGR pour les femmes) | <ul style="list-style-type: none"> - Faible prise en compte des aspects d'insertion professionnelle - AGR identifiées non pertinente du fait de leur faible niveau de rentabilité (Bamako) - Jeunes filles vulnérable non-bénéficiaire des AGR dans les localités de départ |
| Efficacité | 4/5 | <ul style="list-style-type: none"> - Bon niveau de partenariat et de communication entre les partenaires de mise en œuvre (ONG, Structures techniques, communes) - Renforcement de synergie entre Jigitugu et les autres projets de mise en œuvre (BNCE, ADDAD et ENDA) | <ul style="list-style-type: none"> - Des retards de mise en œuvre des activités du fait de la non-disponibilité des ressources pour la nouvelle année - Non réalisation de la composante insertion professionnelle |

| | | | |
|------------------|---------|--|---|
| | | <ul style="list-style-type: none"> - Participation active et responsable des filles/FTD dans le processus de gestion de projet - Beaucoup d'activités de renforcement de capacité organisées à l'endroit des partenaires de mise en œuvre et des bénéficiaires - Un bon niveau de mise en œuvre des activités prévues - Un processus de coordination par zone (Bamako, Ségou) autour des DRPFED et nationale avec le comité de pilotage - Un bon niveau de fonctionnalité des mécanismes locaux (Bamako et Ségou) - Suivi des filles élèves (FDT potentielles) dans les écoles par les mécanismes locaux | <ul style="list-style-type: none"> - Faible financement de plan d'action des mécanismes locaux - Courte durée des formations initiées malgré la pertinence des thèmes |
| Efficiences | 2.5 / 5 | | <ul style="list-style-type: none"> - Faible taux d'exécution budgétaire 76% pour les 3 ans - Retard dans le décaissement des fonds - Retard dans la transmission des données financières par les ONG partenaires - Faiblesse de salaire des agents des ONG partenaires - Faiblesses des montants consacrés aux activités (alphabétisation, journée thématique, etc.) - Certains budgets sont très faibles (1 500 000 F CFA) la formation, et la dotation en AGR des FTD - La dotation en AGR et EPC pour les mères tutrices est de 4 050 000 pour les 6 communes de départ |
| Effets / impacts | 4/5 | <ul style="list-style-type: none"> - Réduction d'exploitation des FTD dans les gares et les domiciles - Maintien des filles à l'école dans les zones de départ - Amélioration de la situation économique des parents des filles élèves à travers la pratique des AGR financées par le projet - Prise de conscience des parents et employeuses des FTD sur les risques et les dangers que les FTD rencontrent dans les villes d'accueils - Renforcement des connaissances et des attitudes des acteurs sur les droits de l'enfant dans toutes les zones du projet | |

| | | | |
|-------------------|--------------|---|---|
| | | <ul style="list-style-type: none"> - Prise en charge des cas des FDT qui ont des problèmes (des frais de transport de retour, non-paiement des traitements, problèmes de santé etc.) - Amélioration du cadre d'étude des filles élèves démunies dans les zones de départ et également l'alphabétisation des FDT dans les zones d'accueil - Changement de comportement positif des employeuses vis-à-vis des FTD - Augmentation et paiement régulier des traitements des FTD - Réduction de la charge de travail des filles élèves et FTD avec un jour de repos hebdomadaire pour certaines | |
| Durabilité | 2,5/5 | <ul style="list-style-type: none"> - Mise en place de mécanisme local de protection des enfants dans chacune des communes d'intervention - Réalisation d'actions de renforcement des capacités des acteurs de ces mécanismes - Réalisation des actions de protection des enfants par les membres à titre individuel | <ul style="list-style-type: none"> - Faible fonctionnalité des mécanismes mis en place - Manque de moyens financiers des mécanismes - Faible dynamique de groupe des mécanismes - Absence de leadership des communes dans la protection de l'enfant |
| Genre | 4,5/5 | <ul style="list-style-type: none"> - Projet intégralement basé sur les couches défavorisées (FTD ayant quitté leurs localités d'origine venues chercher leurs subsides et des filles issues de familles démunies) - Approche de discrimination positive en faveur des filles scolarisées, des FTD et des mères des filles - Engagement des structures techniques et des communes aux côtés des acteurs locaux dans la promotion du genre - Production de données désagrégées dans le système de rapportage | <ul style="list-style-type: none"> - Filles non scolarisées dans les zones de départ sont faiblement prises en compte pour les AGR - |
| ASDE | 4/5 | <ul style="list-style-type: none"> - Projet couvrant plusieurs domaines des droits de l'enfant - Promotion de la gestion des cas pour les FTD vulnérables - Mobilisation des acteurs communaux et de base autour de la protection de l'enfant - Approche systémique du projet dans la gestion des cas (gestion directe ou référencement) | - |

La mise en œuvre en œuvre du projet a été riche d'enseignants au regard de la diversité des composantes et de la multiplicité des acteurs.

- L'approche par les paires éducatrices et les mécanismes est une pratique à réutiliser au cours d'une future phase (nouvelle) de Jigitugu
- La gestion des cas dans le cadre du projet est un des plus grands succès du projet en répondant à une approche holistique de prise en charge et en ciblant les plus vulnérables.
- Les appuis institutionnels aux structures étatiques dans un contexte de crise sécuritaire et politique que vit le Mali sont bien appréciés par ces structures qui souhaitent leur démultiplication
- Les changements socio - comportementaux envers les FTD ont certes atteint tous les espoirs en termes de résultats positifs, mais ceux –ci sont à consolider au cours d'une autre phase.
- Educo n'a pas su valoriser les expériences de BNCE et d'Enda Mali dans la promotion des AGR pour les femmes et les filles de plus de 15 ans. Aussi, les filles de plus de 15 ans non scolarisées doivent bénéficier d'une approche systémique d'appui- accompagnement pour prévenir leur migration ;
- L'apport de réseau de plaidoyer est encore à valoriser : des contrats de plaidoyer doivent être signés au niveau des radios de proximité, des journaux en ligne pour sensibiliser les acteurs ;
- Le bon niveau de renforcement de capacités des agents des ONG partenaires, des structures techniques, des acteurs locaux, des juges, a été un facteur essentiel dans le processus de gestion de cas ;
- En perspective, le développement d'initiatives propres par les communes respectives financées par Educo (zones d'accueil, zone de l'axe routier et de départ) est une expérience à valoriser ;
- La promotion du genre a été un pilier central de la mise en œuvre des actions de Jigitugu. Le projet a utilisé une approche variant d'un système de quota concernant les mécanismes de protection, à celle de discrimination positive en ciblant les FTD, les filles et leurs mères vulnérables ;
- Une deuxième phase éventuelle du présent projet doit prendre en compte des aspects résilience et de développement.

Les principales recommandations à l'endroit des acteurs sont :

a) Educo

- Financer une nouvelle phase du projet Jigitugu en étendant à toutes les communes du District de Bamako et les zones autour de l'axe routier Ségou-Bamako
- Recruter des ONG de mise en œuvre autant dans les zones de départ (Régions de San et Ségou) que dans les zones d'accueil et sur l'axe routier Bamako – Ségou ;
- Poursuivre le renforcement de capacités des ONG partenaires et des autres acteurs institutionnels

- Instaurer une réelle concertation / synergie avec les autres ONG/projet intervenant dans les zones d'intervention
- Augmenter les montants des financements des activités à hauteur de pratique des ONG internationales
- Accélérer le décaissement des ressources financières de l'Educo aux ONG de mise en œuvre
- Assurer l'appui –conseil par les TDL et le suivi – évaluation par le Département spécialisé ;
- Assurer la planification et le suivi –évaluation partagés avec les ONG partenaires ;
- Assurer la mise à disposition rapide des fonds auprès des ONG et payer un traitement /salaire entier ou partiel aux comptables des ONG.

b) ONG exécutantes

- Impliquer plus les structures techniques dans le suivi des activités sur le terrain
- Appuyer les acteurs locaux dans la réalisation des activités
- Assurer une gestion professionnelle des fonds mis à leur disposition par Educo
- Mobiliser des financements complémentaires pour la prise en compte des activités non prévues par Educo ;
- Sensibiliser les acteurs locaux et les élus communaux pour une plus grande appropriation des actions

c) Elus communaux

- Organiser des actions de concertation entre les acteurs externes pour plus de synergie
- Mettre en œuvre les actions de protection de l'enfant contenues dans les PDESC
- Financer partiellement certaines activités essentielles telles que les concertations

b) Etat (services déconcentrés)

- Participer au cycle de gestion du projet
- Poursuivre les cadres de concertations formels étatiques autour de la protection de l'enfant en général et de la fille ;
- Participer aux missions de terrain avec les agents des ONG BNCE, Tdh et ADDAD

c) Communautés

- Mieux s'approprier les actions en mobilisant les acteurs locaux essentiels
- Mobiliser les ressources locales pour la prise en compte de leur contribution à la réalisation des actions du projet

d) Enfants filles /jeunes filles

- Mieux participer aux activités du projet à travers les mécanismes, les clubs des filles, la gestion des cas
- Sensibiliser les paires éducatrices au niveau communautaire et scolaire.

Recommandations globales

| N° | Constats | Détail | Recommandation s | Stratégie | Cibles | Calendrier de réalisation | | |
|----|---|--|--|---|-------------------------------------|---------------------------|-----------------|-----------------|
| | | | | | | CT ¹ | MT ² | LT ³ |
| 1. | Besoins de prise en compte des filles vulnérables différentes des FTD | <ul style="list-style-type: none"> - Crise sécuritaire et politique à des répercussions négatives sur les filles PDI se retrouvant en ville du fait de la migration - Certaines filles migrantes, souvent se retrouvent dans la prostitution du fait des circonstances | Prendre en compte les catégories de filles les plus vulnérables en milieu urbain (Bamako, Ségou et San) | <ul style="list-style-type: none"> - Identification des filles les plus vulnérables notamment celles déplacées suite à la crise sécuritaire - Prise en compte des filles les plus vulnérables | Filles migrantes dans les villes | x | x | x |
| 2. | Besoins de renforcer les sensibilisations dans les anciennes et nouvelles zones du projet | <ul style="list-style-type: none"> - De nombreuses séances de sensibilisation réalisées dans les zones de départ et dans les zones d'accueil - Des résultats tangibles obtenus dans les deux zones | Consolider les acquis des séances de sensibilisation | <ul style="list-style-type: none"> - Poursuite des sensibilisations dans les anciennes zones - Initiation de sensibilisation dans les nouvelles zones (axes routiers Bamako – Ségou) - Production de nouveaux outils de sensibilisation (supports vidéos, supports papiers) - Suivi – évaluation individuel des séances de sensibilisation auprès des FTD et des autres | Filles en général, + FTD | x | x | x |
| 3. | Développer la composante formation et insertion professionnelle | <ul style="list-style-type: none"> - Des formations réalisées au profit des FTD à Bamako - Pas de prise en compte des filles de plus de 15 ans dans les zones de départ - Pas d'AGR réalisées au profit des FTD | Elargir la profession professionnelle et les AGR aux filles des zones de départ et dans les zones de transit | <ul style="list-style-type: none"> - Etude sur les créneaux porteurs dans les zones de départ et d'accueil - Formation des FTD et des filles de plus de 15 ans - Augmentation substantielle des montants accordés pour les AGR - Appui à la réalisation en place des AGR - Appui à la gestion des AGR | Filles de + 15 ans Mères des filles | x | x | x |

¹ Court termes=1 an

² Moyen termes= 3 ans

³ Long termes = 5 ans

| | | | | | | | | |
|----|---|--|--|--|---|---|---|---|
| 4. | Besoin d'appui aux actions de plaidoyer et de concertation | <ul style="list-style-type: none"> - Existence d'un réseau de journalistes chargés d'information et de plaidoyer auprès des mass média - Réalisation d'activités de plaidoyer par les membres des mécanismes - Plusieurs cadres de concertation mis en place au niveau communal et régional | Poursuivre les actions de concertation et de plaidoyer | <ul style="list-style-type: none"> - Formation sur le plaidoyer / lobbying - Elaboration, mise en œuvre et suivi-évaluation des actions de plaidoyer - Réalisation des actions de concertation - Utilisation des réseaux de journalistes et des mécanismes locaux et des organisations de jeunes pour les actions de plaidoyer | Réseau journaliste, cadre de concertation, organisation de jeunes | X | X | X |
| 5. | Nécessité d'appui aux mécanismes locaux de protection des FTD et des enfants | <ul style="list-style-type: none"> - De nombreuses activités réalisées par les mécanismes locaux - Non connaissance de la situation de mise en œuvre des activités des mécanismes - Renforcement de capacités passables des membres des mécanismes | Renforcer les acquis des mécanismes locaux de protection des FTD | <ul style="list-style-type: none"> - Formation des membres des mécanismes - Financement de la réalisation de leurs plans d'action - Appui à la réalisation des activités des mécanismes - Mise en place de mécanisme de suivi – évaluation des actions menées par eux | Mécanismes locaux | X | X | X |
| 6. | Besoins de consolider les acquis de coordination et de | <ul style="list-style-type: none"> - Tenue de réunion de coordination régionale - Organisation de coordination au niveau national (comité de pilotage) - Des acquis concrets issus des actions de coordination - Bon appui des agents TDL d'Educo aux ONG de mise en œuvre | Poursuivre les actions de coordination régionale et de comité de pilotage au niveau central | <ul style="list-style-type: none"> - Appui à la tenue des rencontres de coordination régionales et de réunions de comité de pilotage - Diffusion des résultats dans les journaux et en ligne - Poursuite de l'appui des TDL d'Educo aux ONG de mise en œuvre - Renforcement de capacités des ONG de mise en œuvre | Structures concernées | X | X | X |
| 7. | Non réalisation d'infrastructures pour les filles en particulier et les enfants en général | <ul style="list-style-type: none"> - Existence de besoin en ouvrages dans les zones de départ et dans les zones d'accueil - Non réalisation d'aucune infrastructure en 3 ans | Réalisation d'infrastructures dédiées aux filles surtout dans les zones de départ | <ul style="list-style-type: none"> - Etude des besoins d'infrastructures prioritaires - Réalisation et équipement des centres pour les filles - Signature de convention avec les communes pour leur durabilité - Formation de gestion des centres | Filles en général | | X | X |

1. INTRODUCTION

1.1. Contexte et justification

Le Projet de promotion des droits et de protection des filles travailleuses domestiques (FTD) dans le District de Bamako est le premier Projet d'Educo Mali spécifique en Protection et revêt une importance capitale dans la stratégie de développement du Bureau. Il permettra à Educo Mali, **tout en ouvrant des interventions en capitale**, de répondre à la préoccupation particulière des Filles Travailleuses Domestiques, identifiées par l'ASDE Protection de 2016, comme une des cibles les plus vulnérables en ce qu'elle fédère plusieurs problématiques et de prévenir la migration précoce : (i) **maltraitements, abus, (ii) violences basées sur le genre, (iii) Travail et exploitation des enfants, (iv) problématiques liées à la mobilité des enfants.**

L'objet du Projet est de contribuer à la reconnaissance et à la jouissance effective des droits de l'Enfant en général et celles des filles travailleuses domestiques en particulier au Mali. Il s'agira de prévenir la migration précoce des filles ; contribuer à la lutte contre l'exploitation des filles dans le travail domestique et à la promotion d'environnements sûrs et protecteurs dans 03 Communes du District de Bamako et trois cercles de la région de Ségou (cercle de Ségou, Bla et San).

Ses actions ont démarré depuis 2017 avec plusieurs acquis à ce jour : Cartographies et Revue documentaire réalisées en 2017 + intégration de la Protection dans les Stratégies d'Educo Mali et lancement des actions préparatoires du Projet à partir de 2018 : Etude de Base, Ateliers de Planification avec les partenaires, Rencontres d'échanges avec les partenaires clés intervenant sur la thématique à Bamako, Actions de Réseautages, Mobilisation des acteurs communautaires dans les quartiers de Bamako, processus d'identification de 03 Partenaires de co-exécution (Enda, ADDAD, BNCE), Organisation d'activités de Plaidoyer sur la problématique des FTD, Organisation d'activités de renforcement des capacités, Etude sur les mécanismes communautaires de protection des FTD.

A la deuxième année du projet en 2019, la réalisation d'une étude sur la migration des jeunes filles vers les centres urbains du Mali a confirmé l'hypothèse des interventions vers les zones de départ pour une grande information et de sensibilisation des communautés sur les droits de l'enfant, et l'importance de la scolarisation des enfants et le maintien des filles à l'école.

La présente mission consiste à réaliser une évaluation finale externe du projet Jigitugu. Cette évaluation finale indépendante s'inscrit dans une démarche de transparence et de redevabilité vis-à-vis des bénéficiaires, partenaires nationaux et internationaux. L'évaluation devrait aboutir à des propositions de corrections, mais aussi à de nouvelles orientations pour une nouvelle phase.

1.2. Objectif de la prestation

L'objectif global de cette évaluation finale est d'apprécier les résultats du projet ainsi que l'impact des actions menées par rapport aux objectifs visés. Il s'agit de tirer les principaux enseignements de l'intervention et de formuler des recommandations pratiques concernant la poursuite d'une éventuelle nouvelle phase du projet.

De façon spécifique, il s'agira de :

- Evaluer suivant les critères du Comité d'Assistance au Développement (CAD) : pertinence, cohérence, efficacité, efficience, durabilité et l'impact et les critères comme la participation et l'approche genre ;
- Evaluer le niveau d'atteinte des indicateurs de résultats avec le tableau du niveau d'atteinte des indicateurs.
- Identifier clairement les points forts et les points faibles du projet, mais aussi d'identifier les leçons apprises afin de formuler des recommandations concrètes.

1.3. Méthodologie

Le consultant a adopté une démarche résolument participative pour la réalisation de cette évaluation. Le processus de réalisation a concerné l'ensemble des acteurs. Les outils élaborés ont permis de collecter les données et de procéder à leur analyse.

1.3.1. Phase préparatoire

La phase préparatoire a consisté à la réunion de démarrage, l'analyse documentaire, l'élaboration des outils de collecte et la tenue d'une réunion de cadrage et la formation des enquêteurs. La rencontre de démarrage avec le commanditaire a été l'occasion pour discuter du contexte, des objectifs, et de la méthodologie de travail en vue de recentrer la mission. Cette réunion initiale a été un préalable nécessaire à préciser certains détails et à assurer une réussite de la mission. L'analyse documentaire a concerné le document de projet, les rapports annuels de Jigitugu, les documents politiques d'Educo, nationaux et internationaux. Les données secondaires ont joué un rôle important dans les analyses en les comparant avec les données primaires. Sur la base de ces activités, les consultants avaient élaboré un dossier d'évaluation contenant le cadre de la mission, les indicateurs de recherche, les outils de collecte et d'analyse, le calendrier d'exécution, les cibles, les taux d'échantillonnage. Ce document avait été présenté par les consultants et validé avec Educo. Quant à la formation des enquêteurs, elle a duré 2 jours et a porté sur le contenu du dossier d'évaluation.

1.3.2. Phase de terrain

Cette phase s'est déroulée surtout dans les communes cibles du projet Jigitugu à Bamako avec un focus sur les zones de départ (...). Deux équipes ont été constituées

pour la collecte de données : une équipe de collecte composée d'un superviseur et de deux enquêteurs pour le District de Bamako et une autre équipe d'un superviseur et de trois enquêteurs pour la région de Ségou. La collecte de données a duré 10 jours pour chaque zone. Les équipes sont coordonnées dans la collecte de données par le consultant principal.

Les acteurs institutionnels rencontrés sont les responsables des ONG Educo, ADDAD, Enda Tiers Monde, BNCE, Educo, les structures techniques DRPFEF, SLPFEF, CAP, SLDSSES. Au niveau des ONG, les personnes interviewées sont les coordinateurs, les superviseurs et les TDL chargés de la mise en œuvre des activités. Les acteurs communautaires interviewés sont les FTD et leurs employeuses dans la zone d'accueil, les filles (élèves) et le groupement de parents de filles dans les zones de départ, les mécanismes locaux dans les zones de départ et d'accueil, les communes.

Tableau 1 : Acteurs rencontrés au cours de la phase de terrain

| Acteurs rencontrés | Nombre à Bamako | Nombre à Ségou |
|--|-----------------|----------------|
| ONG de mise en œuvre | 4 | 4 |
| Collectivités | 4 | 6 |
| Structures techniques | 5 | 7 |
| Jeunes filles travailleurs domestiques | 40 | 60 |
| Autorités des villages/quartiers | 4 | 6 |
| Parents et employeuses des FTD (Ségou et Bamako) | 40 | 60 |
| Grandes logeuses des localités de transit et d'accueil | 4 | 2 |
| CLPE/ mécanismes communautaires de protection | 4 | 6 |
| Groupements féminins (mères et tutrices des filles vulnérables) | 4 | 6 |
| Clubs de filles dans les zones | 4 | 6 |
| Points focaux dans les gares à Bamako travaillant avec les ONG partenaires | 2 | 0 |
| Autres ONG du domaine | 1 | 1 |
| TOTAL | 96 | 162 |

1.3.3. Phase d'Analyse et présentation des résultats

Après la phase de terrain, les consultants ont mis en place une base de données en produisant des tableaux et les graphiques nécessaires à l'élaboration du rapport d'étude. Ces données ont été combinées avec les données quantitatives en vue de la production du rapport provisoire. Le rapport provisoire sera présenté à Educo et de ses partenaires au cours d'un atelier de restitution. Après la restitution du rapport, les consultants produiront le rapport définitif de la mission au bout d'une semaine.

1.3.4. Difficultés rencontrées

Le consultant a noté ne pas avoir rencontré des difficultés majeures au cours de cette mission. La documentation a été rendue par Educo et les différents acteurs s'étaient rendus disponibles au cours de la phase de collecte. Cependant, le consultant note la non disponibilité de certaines personnes FTD, employeuses au cours de la matinée, si fait que la plupart des enquêtes ont été réalisées dans les après – midi dans les quartiers de Bamako. Aussi, certains élus et chefs de services locaux dans le District de Bamako avaient d'autres occupations, si fait que le consultant a fait plusieurs allers et retours pour les rencontrer.

2. RAPPEL DU PROJET

Selon les résultats de l'étude de base, les filles travailleuses domestiques (FTD) sont victimes de mauvais traitements dans les ménages, de nombreuses formes d'abus et d'exploitation, de violations de leurs droits compromettant ainsi la satisfaction de certains de leurs besoins fondamentaux et souvent leur avenir. De nombreuses filles sont astreintes à ce travail sans en avoir l'âge légal (30% des filles qui travaillent comme aide-ménagères ont moins de 15 ans) et sans aucune opportunité d'accès à l'éducation/scolarisation. En tenant compte de l'âge légal de travail, les résultats montrent que les filles de moins de 15 ans constituent 80,32% de celles qui gagnent moins de 10 000 FCFA/mois. Ce qui laisse transparaître le fait que les moins âgées sont aussi les moins rémunérées et donc les plus exploitées. Sur la pénibilité du travail, elle concerne l'ensemble de la cible mais particulièrement les plus jeunes (moins de 15 ans). Du fait de leur âge, les moins de 15 ans ne sont pas aptes à exécuter toutes les tâches confiées par les employeurs.

L'objectif général du projet est de contribuer d'ici 2021 à la reconnaissance et la jouissance effective des droits des filles travailleuses domestiques au Mali et l'amélioration significative de leurs conditions de vie.

L'objectif Spécifique du projet est de lutter contre l'exploitation des filles dans le travail domestique en promouvant des environnements sûrs et protecteurs dans 03 Communes du District de Bamako de 2019 à 2021 et de prévenir la migration précoce des filles dans 02 cercles de la région de Ségou (San et Bla).

Les résultats attendus sont :

- **Résultat Attendu 1** : Les filles travailleuses domestiques bénéficient d'un accompagnement et de mesures de protection adaptées selon leur âge et leur situation individuelle, en vue d'une amélioration de leurs conditions de vie.
- **Résultat Attendu 2** : Le système de Protection de l'enfant et particulièrement des FTD, y compris les mécanismes communautaires de protection, est renforcé et fonctionnel

- **Résultats Attendu 3:** Une culture de bientraitance envers les filles travailleuses domestiques est promue à travers la sensibilisation du grand public et le plaidoyer auprès des décideurs
- **Résultats Attendu 4 :** Les enfants plus particulièrement les filles des communautés de Ségou, San et Bla bénéficient des actions en vue de prévenir la migration précoce vers les zones urbaines.

Les principaux produits de ce projet sont :

ML1906.R1. P1 : 2000 filles travailleuses domestiques sont renforcées sur les thématiques et bénéficient d'un accompagnement en vue de leur autonomisation

ML1906.R1. P2 : 120 filles travailleuses domestiques de plus de 15 ans sont scolarisées à travers l'alphabétisation

ML1906.R2. P1 : 27 mécanismes de protection de l'enfant sont renforcés et mis en synergie avec le système institutionnel

ML1906.R2. P2 : Les Parents et les employeurs sont sensibilisés sur les Droits de l'Enfant en général et des FTD en particulier et sur la migration précoce

ML1906.R2. P3 : 1 système formel de protection des enfants et plus particulièrement des FTD par commune est appuyé.

ML1906.R3. P1 : La perception des FTD par la société évolue positivement et leurs droits sont reconnus

ML1906.R3. P2 : Le cadre institutionnel et juridique est en adéquation avec les droits des FTD et est mieux appliqué

ML1906.R4. P1 : 27 mécanismes de prévention de la migration précoce des filles sont réappuyés dans les communautés de Ségou, Bla et San.

Les principales actions sont :

| Code Activité | Description détaillée de chaque Produit ou Activité |
|---------------------|--|
| ML1906.R1.P1 | Les filles travailleuses domestiques bénéficient d'un accompagnement adapté et renforcent leurs capacités d'autonomisation |
| ML1906.SO1.R1.01 | Accueil, identification, écoute et orientation pour un accompagnement adapté des FTD (2 000 FTD) – Toutes tranche d'âge) |
| ML1906.SO1.R1.02 | Prise en charge d'urgence et référencement vers les services répondant aux besoins des FTD en situation de détresse |
| ML1906.SO1.R1.03 | Recherche de famille et médiation pour le rétablissement des liens familiaux pour les filles en conflit/rupture avec leur famille. |
| ML1906.SO1.R1.04 | Formation de 30 paires éducatrices pour la sensibilisation des FTD de plus de 15 ans |

| | |
|---------------------|---|
| ML1906.S01.R1.05 | Sensibiliser les FTD de plus de 15 ans sur leurs droits et devoirs et les mesures d'autoprotection par les paires éducatrices dans les espaces de regroupement. |
| ML1906.S01.R1.06 | Accompagner la mise en place ou la dynamisation des groupements de FTD dans les quartiers d'intervention. |
| ML1906.S01.R1.07 | Identifier et accompagner le retour volontaire des FTD de moins de 15 ans déscolarisés et non scolarisés dans leurs communautés d'origine (100 FTD) et appui à leur réinsertion scolaire. |
| ML1906.S01.R1.08 | Sensibiliser et accompagner les FTD de plus de 15 ans à la pratique de l'épargne et de la microfinance |
| ML1906.S01.R1.09 | Assurer le suivi des informations individuelles des FTD pour mesurer l'amélioration de leurs conditions de vies et les changements produits |
| ML1906.R1.P2 | Les filles travailleuses domestiques ont accès à des alternatives éducatives adaptées |
| ML1906.S01.R1.01 | Appui à l'alphabétisation et à la formation professionnelle des FTD de plus de 15 ans |
| ML1906.S01.R1.02 | Appui à l'expérimentation de formes alternatives d'éducation pour les moins de 15 ans |
| ML1906.R2.P1 | Les mécanismes communautaires de protection de l'enfant dans les communautés (zone départ et d'arrivée) sont identifiés, renforcés et mis en synergie avec le système institutionnel |
| ML1906.S01.R2.01 | Réaliser un diagnostic participatif sur les mécanismes communautaires de protection concernant les filles travailleuses domestiques |
| ML1906.S01.R2.02 | Renforcer et appuyer les mécanismes communautaires de protection de l'enfant dans les trois communes d'intervention de Bamako |
| ML1906.S01.R2.03 | Identifier et former des points focaux dans les gares d'arrivée sur l'accueil, l'identification et l'orientation des FTD |
| ML1906.S01.R2.04 | Former les acteurs communautaires sur les droits et la protection de l'enfant dans les zones de départs (Ségou, Bla, San) et les trois communes de Bamako |
| ML1906.S01.R2.05 | Appuyer/accompagner la coordination des mécanismes communautaires dans les communes d'intervention de Bamako. |
| ML1906.R2.P2 | Les Parents et les employeurs sont sensibilisés sur les Droits de l'Enfant en général et des FTD en particulier et sur la migration précoce |
| ML1906.S01.R2.06 | Organiser trois assemblées générales de sensibilisation des employeurs et les parents dans les zones départs sur les |

| | |
|---------------------|---|
| | droits de l'enfant en général et en particulier les droits des FTD dans les quartiers des communes d'intervention de Bamako et dans les cercles de Ségou, Bla et San. |
| ML1906.S01.R2.07 | Organiser une rencontre d'échange trimestrielle avec les employeurs des FTD. |
| ML1906.R2.P3 | Le système formel de protection des enfants et plus particulièrement des FTD est renforcé et fonctionnel |
| ML1906.S01.R2.08 | Formation des acteurs (OPJ, santé, justice, éducation, travailleurs sociaux, ONG etc.) sur le dispositif intégré de protection de l'enfant particulièrement les FTD dans les communes d'intervention de Bamako et les cercles de Ségou, Bla et San. |
| ML1906.S01.R2.09 | Accompagner la mise en place ou la dynamisation du dispositif intégré de PE au niveau communal |
| ML1906.S01.R2.01 | Appuyer l'organisation de rencontre d'échange entre la coordination des mécanismes communautaires et le dispositif intégré institutionnel de la protection de l'enfant et en particulier sur les FTD dans les communes d'intervention de Bamako et des cercles de Ségou, Bla et San |
| ML1906.S01.R2.02 | Accompagner le renforcement des capacités opérationnelles des acteurs (direction régionale et Locale du travail, police, la DR/SLPFEF, DR/SLDSES) |
| ML1906.R3.P1 | La perception des FTD par la société évolue positivement et leurs droits sont reconnus |
| ML1906.S01.R3.01 | Appuyer la mise en place et le fonctionnement d'un réseau de journalistes sur la thématique des FTD dans le district de Bamako et les cercles de Ségou, Bla et San |
| ML1906.S01.R3.02 | Accompagner l'organisation de journées thématiques au niveau national et régional et Local |
| ML1906.R3.P2 | Le cadre institutionnel et juridique est en adéquation avec les droits des FTD et est mieux appliqué |
| ML1906.S01.R3.03 | Cartographie des acteurs travaillant sur la thématique des FTD au niveau du District de Bamako |
| ML1906.S01.R3.04 | Mise en place/ Renforcer les organisations d'enfants, jeunes et FTD pour être au centre des actions de plaidoyer sur la thématique des FTD |
| ML1906.R4.P1 | Les mécanismes de prévention de la migration précoce des filles sont renforcés dans les communautés de Ségou, Bla et San |
| ML1906.S01.R4.01 | Mener une étude d'analyse du niveau de vulnérabilité des familles et l'identifier des enfants vulnérables/ Etude d'identification des mécanismes de protection communautaire existante |

| | |
|------------------|--|
| ML1906.S01.R4.02 | Renforcer des mécanismes de protection communautaire existante |
| ML1906.S01.R4.03 | Renforcer des compétences sociales et économiques des familles vulnérables (EPC/ AGR) |
| ML1906.S01.R4.05 | Appui à l'établissement des documents administratifs pour les enfants particulièrement les filles |
| ML1906.S01.R4.06 | Accompagner des filles dans leur maintien et achèvement scolaire |
| ML1906.S01.R4.07 | Renforcement de l'environnement scolaire sûr, protecteur et favorable aux filles |
| ML1906.S01.R4.08 | Organiser les fora communautaires sur les dangers de la migration précoce et l'importance de l'école |

3. EVALUATION DE LA PERTINENCE DU PROJET

Le projet Jigitugu est caractérisé par une forte adéquation avec les textes nationaux et internationaux. En effet, ces documents internationaux sont :

- la Convention relative aux Droits de l'Enfant (CDE) ratifiée par le Mali le 29 août 1990 ;
- la Convention n°138 de l'OIT statue sur l'âge minimum d'admission à l'emploi à 15 ans. Celle-ci a été ratifiée par le Mali le 11 mars 2002 ;
- la Convention n°182 de l'OIT sur les Pires Formes de Travail des Enfants (PFTE) et les actions immédiates en vue de leur élimination, a été ratifiée par le Mali le 14 juillet 2000 ;
- les Objectifs de Développement Durable (ODD), l'Objectif 8 traite du « Travail décent et croissance économique ».

Au niveau sous – régional, le projet cadre avec la Charte Africaine des Droits et du Bien-Etre de l'Enfant (CADBEE) de 1990, ratifié par le Mali le 3 juin 1998 et le Cadre stratégique de la CEDEAO pour Renforcement des Systèmes Nationaux de Protection de l'enfant en vue de prévenir et de répondre aux Violences, Abus et Exploitations des Enfants en Afrique de l'Ouest.

Le projet est en adéquation aussi avec le Code de protection de l'enfant adopté par l'Ordonnance N° 02-062/P-RM du 05 juin 2002 par le gouvernement de la République du Mali et la Loi N° 2012-023 du 12 juillet 2012 relative à la lutte contre la traite des personnes et les pratiques assimilées. Le projet cadre aussi avec la loi N° 92-020 du 23 septembre 1992 portant Code du Travail, modifiée par la loi N° 2017-021 du 12 juin 2017, notamment les articles 185, 186 et 187. Selon l'Art.185, « il est interdit d'employer les femmes, les femmes enceintes et les enfants à des travaux excédant leurs forces, présentant des causes de danger ou qui, par leur nature et par les conditions dans lesquelles ils sont effectués, sont susceptibles de blesser leur

moralité ». L'Art.186.- (Loi n°2017- 21) atteste que « Le repos des femmes et des enfants doit avoir une durée de 12 heures consécutives au minimum ». Et l'Art.187.énoncé que « les enfants ne peuvent être employés dans aucune entreprise, même comme apprentis, avant l'âge de 15 ans, ... ».

Quelques témoignages des Services techniques en lien avec le projet :

| Point focal de Jigitugu au sein de la DRPFEF de San | Point focal de Jigitugu au sein de la DRPFEF de Bamako |
|---|--|
| « C'est un projet qui répond à une des mission de notre structure. Avant le projet, nous exécutons ces activités avec nos moyens de bord. Jigitugu nous a apporté des ressources (humaines, financières) contribuant à la protection des filles dans la région ». | « Ce projet rentre dans la politique de protection des enfants en général et plus particulièrement celle des droits et devoir des FTD. Elle renforce la capacité des acteurs dans le domaine en apportant des appuis directs à leur actions ». |

Les analyses documentaires démontrent aussi que les actions de protection des enfants sont prises en compte dans les Programmes de Développement Economique, Social et Culturel (PDESC) des communes rencontrées au cours de cette évaluation. Les communes ayant intégré les actions de protection de l'enfant sont la Commune II, la Commune V (District de Bamako) et les communes de San, Diéli, Yangasso, Touna, Saminé et de Dioro. Les actions prévues sont relatives aux assistances aux enfants en situation difficile, les enfants et orphelins, les enfants non accompagnés, etc. Ces actions comprennent aussi la protection des FTD qui constituent une frange des enfants sus cités. Cependant les actions relatives à la formation sur la protection de l'enfant, les espaces de concertation ne sont pas prises en compte.

Quelques témoignages des Collectivités :

| Adjoint du Maire chargé des questions sociales de la commune IV | Point focal du projet à la mairie de Diéli |
|---|---|
| « Nous ne pouvons que remercier Educo et ses partenaires pour la mise en œuvre du projet Jigitugu dans notre commune qui manque énormément de moyens. Ce domaine a été transféré à la commune depuis 2015. Le projet a permis la prise en charge des cas, la sensibilisation, la formation sur les droits des FTD et la mise en place de mécanisme local ». | « Le projet Jigitugu nous a beaucoup aidé à combler des difficultés en faveur des parents et des jeunes filles aux niveaux social et scolaire. Également au renforcement de capacités du personnel de la mairie et d'autres acteurs en matière de la protection de l'enfance et des jeunes filles en particulier ». |

Le projet est aussi jugé pertinent par les FTD dans la zone de départ et les filles migrantes potentielles, les parents des filles dans la région de Ségou et les employeuses à Bamako. Selon ces acteurs, ce projet vient renforcer l'entente entre ces acteurs qui rencontrent des problèmes dans la zone de départ et dans la zone d'accueil. Il venait apporter des solutions par rapport aux problèmes sus mentionnés dans la présentation du projet. Le projet apporte des appuis aux plus vulnérables parmi

les plus vulnérables dans les zones et vient pallier aux inquiétudes des parents pour les cas des FTD tombant dans des cas graves ayant besoin d'une prise en charge.

Le projet vient en complément des actions déjà initiées par les acteurs communautaires que sont les communes, les chefs de quartiers/villages et autres membres des mécanismes locaux. En effet, ces actions sont entreprises traditionnellement par ces acteurs sans contribution extérieure. Elles rentrent dans leur fonction classique en tant qu'autorités locales.

Quelques témoignages des Communautés :

| Chef du quartier de Quinzambougou, Commune II | Parent de fille à Saminé |
|---|---|
| « Le projet a beaucoup changé le comportement des employeuses des FTD. Avant nous recevons beaucoup de plaintes de violence à l'endroit de celles-ci. Nous chefs de village et conseillers faisons ce que nous pouvons avec peu de réussite. Pour nous, Jigitugu rentre dans la même dynamique de solution local ». | « Avant le projet Jigitugu, les parents et les filles elles même n'étaient pas conscients des risques de la migration des FTD. Le projet a permis d'éveiller les consciences et d'assister les mamans des filles démunies pour que celles-ci restent à l'école ». |

De l'analyse documentaire effectué par le Consultant, il ressort que la conception du projet est bonne dans l'ensemble avec une bonne logique interne (chaîne des activités, résultats et objectifs spécifiques et but). Les facteurs de risques sur la mise en œuvre du projet ont été aussi pris en compte. Le document n'a pas été adapté après l'obtention d'un financement complémentaire. Si fait que certaines activités réalisées ou des résultats atteints ne sont pas inscrits dans le document de projet. Et pourtant les rapports d'activités annuels donnent des informations sur ces activités. ***Il s'agit du Résultat 5 relatif au suivi – évaluation du projet et des activités afférentes notamment les missions de suivi et la réalisation de document de capitalisation et de l'évaluation externe.***

Synthèse : Le projet Jigitugu a gagné surtout par sa pertinence selon ses acteurs et au regard de l'environnement social, économique, politique et sécuritaire que connaît le Mali. Etant donné cet environnement évolutif, ce projet reste encore pertinent même après sa clôture.

4. EVALUATION DE L'EFFICACITE DU PROJET

4.1. Analyse de la gestion du projet

Le projet est mis en œuvre par les ONG suivants : ADDAD dans la Commune IV et VI, Enda Tiers Monde en Commune II, BNCE en Commune V et supervisé par Educo. Dans la région de Ségou, le projet est mis en œuvre par Educo.

Tableau 2 : Personnel des ONG

| Structures | Coordinateur / superviseur | TDL et animateur | Chargés de suivi – évaluation, autres |
|--------------|-------------------------------|---------------------|--|
| Educo | 1 | 3 | 1 |
| ADDAD | 1 | 4 | 0 |
| BNCE | 1 | 2 | 0 |
| Enda Mali | 1 | 2 | 0 |
| Total | 4 | 11 | 1 |

Source : Résultats des entretiens avec les ONG, janvier 2022

Le personnel du projet a évolué au cours de la phase de mise en œuvre avec les extensions à de nouvelles zones), la région de Ségou. A l'extension du projet en 2020, le projet employait 4 coordinateurs/superviseurs (1 pour Educo, 3 pour les ONG d'intermédiation), 11 animateurs/TDL et 1 assistante chargée de suivi – évaluation.

La fréquence de passage des animateurs sur le terrain est estimée à deux fois par semaine et une fois par quinzaine pour les superviseurs. Les ONG sont accompagnées par les TDL d'Educo sur la base d'une planification hebdomadaire. A cet effet, les TDL sont présents au cours des activités de planification des ONG, de l'élaboration de rapports mensuels et quadrimestres, des sessions de formations et des activités de grande importance. Ces appuis ont permis de renforcer les capacités des superviseurs et des animateurs des ONG mettant en œuvre le projet. Ils ont permis aussi d'instaurer une communication fluide et une base de confiance entre les ONG et Educo.

La fréquence de passage du Coordinateur de l'ONG sur le terrain est d'une fois par mois pour l'appui aux superviseurs et aux animateurs dans la mise en œuvre des activités. Quant aux missions de suivi – évaluation, elles se font selon les prévisions. A total, 12 missions de suivi ont été réalisées (8 missions à Bamako et 4 dans la région de Ségou). Il est essentiel de bien planifier les missions de suivi – évaluation, surtout pour un projet couvrant deux régions.

4.2. Analyse de la collaboration entre les acteurs de mise en œuvre

La collaboration entre les ONG de mise en œuvre (ADDAD, BNCE, Enda Mali, Educo) est très bien appréciée par les acteurs. La collaboration avec les structures techniques étatiques (DPFEF, SLPFEF, SDES, CAP) et les communes aussi est appréciée en fonction du niveau d'implication. En effet, les activités sont concentrées essentiellement autour des SLPFEF et des communes. Les points focaux des communes et des SLPFEF participent à toutes les activités importantes (identification des FTD, formation des paires éducatrices FTD, mise en place des mécanismes de protection, etc.).

Quelques témoignages des Services techniques par rapport à la collaboration :

| Point focal de SLPFEF de la mairie de San : | Point focal du SDSES de la Commune CII : |
|--|--|
| « Notre commune a eu une très bonne collaboration avec le projet Jigitugu par l'implication dans toutes les activités du projet. La mise en place des mécanismes locaux qui rassemble l'ensemble des acteurs concernés a rendu plus facile les activités de la mairie dans le domaine de la protection de l'enfant et des filles adolescentes ». | « Nous participons activement à toutes les activités du projet Jigitugu : formations, sensibilisations, dons de kits et même appui aux FTD à leur retour dans les localités d'origine. Nous collaborons directement avec les agents d'Educo avec les structures locales ». |

Cette collaboration étroite avec ces deux structures est fondamentale étant donné qu'elles doivent contribuer à la durabilité des actions posées par le projet Jigitugu auprès des acteurs locaux (grandes logeuses, chefs de quartiers, etc.).

4.3. Analyse de la synergie avec d'autres projets similaires

La collaboration avec les structures similaires dans le cadre de ce projet est concentrée sur le PROFIG à Ségou et d'autres projets de BNCE, Enda à Bamako. Enda Mali exécute de multiples projets relatifs à la migration des enfants qui sont financés par Tdh, Ecpact Luxembourg, la Coopération Italienne. Cette complémentarité se traduit en termes d'hébergement des filles, appui psychosocial, appui alimentaire, appui sanitaire au niveau des centres d'accueil. Le projet mis en œuvre par BNCE à Bamako en synergie avec Jigitugu est le projet d'appui aux enfants financé par le Projet Bureau International Catholique de l'Enfance au niveau du siège de BNCE à Bamako.

Dans l'ancienne région de Ségou, Jigitugu travaille en synergie avec un autre projet d'Educo, notamment le PROFIG. Des concertations ont eu lieu lors de la planification des activités, de la mise en œuvre des activités par les TDL sur le terrain.

4.4. Situation de mise en œuvre des activités du projet

Ce chapitre traite de la situation de mise en œuvre des activités du projet entre 2019 et 2021. Il est centré sur une analyse des activités réalisées en fonction des différentes composantes du projet

4.4.1. ML1906.R1.P1 : Les filles travailleuses domestiques bénéficient d'un accompagnement adapté et renforcent leurs capacités d'autonomisation

a) Accueil, identification, écoute et orientation pour un accompagnement adapté des FTD (2000 FTD) – Toutes tranches d'âge)

Le projet a mis en place de nombreux espaces de groupement au cours des trois années de mise en œuvre. **Au total, 40 espaces de regroupement de FTD sont fonctionnels à Bamako et animés par les Pairs Educatrices (les FTD elles-mêmes).** Ces espaces ont été organisés avec la participation des acteurs locaux (mairies, SLPFEF, SLDSES, grandes logeuses).

Le projet a appuyé la création de **15 espaces de regroupement à raison de 5 par commune en 2019 et 15 nouveaux espaces dans les quartiers d'extension du projet Jigitugu (10 en commune V et 5 en Commune II) en 2020.** Ces espaces servent de cadre permettant d'identification collective en vue de la constitution d'une base de données et le suivi individuel de l'évolution des FTD. Au cours de l'année 2020 et 2021, les domiciles des grandes logeuses, des employeuses et des centres d'écoute ont été mis à profit pour une identification individuelle des FTD.



Rencontre d'identification des FTD dans le District de Bamako

Au cours des 3 ans, 2037 dont 549 de moins de 15 ans ont été identifiées, écoutées, orientées et enregistrées dans la base des données. Le projet a dépassé largement les 2000 FTD prévus, soit un taux de réalisation de 101%. Au cours des années 2019, **573 FTD dont 167 âgées de moins de 15 ans et 406 de plus 15 à 24 ans ont été identifiées.** Le nombre d'enfants identifiés en 2020 est de **853 FTD identifiées, dont 212 de moins de 15 ans.** Une base de données des FTD a été constituée, permettant le suivi individuel à leur niveau, aussi la connaissance de leurs besoins en vue d'un accompagnement spécifique.

b) Prise en charge d'urgence et référencement vers les services répondant aux besoins des FTD en situation de détresse

Le projet a assisté **400 FTD/ 300 victimes de violences sexuelles, physiques, maladies, grossesses, exploitation, etc.** qui ont été prises en charge (de façon directe et aussi par référencement). Le taux de réalisation est de 133%. Ce nombre est de 82 FTD qui ont été accompagnées en 2019 dont 17 ont été référés vers des services spécialisés.

Au cours de l'année 2020, 286 FTD et 15 de leurs bébés identifiés comme ayant besoin d'un appui d'urgence et de leur référencement en fonction des besoins. 23 FTD et 7 bébés ont bénéficié de la prise en charge médicale, 150 FTD ont acquis des kits d'hygiène composés de savon, de brosse, pâtes dentifrices, 50 FTD de moustiquaires, 50 de kits COVID, 9 cas de recherche de paternité dont 8 bébés ont acquis des actes de naissance et 4 cas de réclamation de salaire.

c) Recherche de famille et médiation pour le rétablissement des liens familiaux pour les filles en conflit/rupture avec leur famille.

Le taux de réalisation est de 100%. Tous les cas ayant besoin d'une gestion de cas ont été appuyés. Le nombre de FTD appuyées en 2019 est de 14 cas identifiés (dont 10 cas de mariages précoces et 4 cas de grossesses précoces), Les 14 cas ont été résolus avec les parents/tuteurs à la suite aux médiations sociales. En 2020, le projet a permis l'établissement liens de 28 FTD avec leurs familles dans les régions de Sikasso et de Ségou. Parmi ces 28, 3 ont pu être rescolarisées.



Photo d'une réunification familiale

Les médiations ont été conduites par les chefs de localités, les élus communaux, les animateurs de projet, les associations de ressortissants. Ces médiations qui ont abouti à des réunifications sont plus que fondamentales dans le contexte malien actuel qui connaît une crise politique et sécuritaire.

d) Formation de 30 paires éducatrices pour la sensibilisation des FTD de plus de 15 ans

L'activité a été réalisée avec **un taux de 173%**. Le projet a permis la formation **de 52 paires éducatrices contre 30 prévus dans le document de projet**. On a noté 32 paires éducatrices formées en 2019 et 20 paires éducatrices en 2020 en tenant compte de leur capacité de mobilisation. Ce dépassement s'explique surtout par la forte mobilité des paires éducatrices qui repartent à leurs villages d'origine ou qui se marient dans d'autres localités.



Photo de famille des paires –éducatrices

La formation a porté sur les rôles des paires éducatrices, les droits et les devoirs des FTD, les mesures d'autoprotection, les techniques de sensibilisation des pairs et la santé de la reproduction. Les FTD ont été dotées en kits pour réaliser des séances de sensibilisation dans les 15 espaces de regroupement. Cette formation a été essentielle pour la réalisation de séances de sensibilisation à l'endroit des FTD.

Les paires éducatrices ont une bonne attitude en matière d'animation, de développer la capacité de prise de parole en public et de renforcer le leadership de celles-ci.

e) Sensibiliser les FTD de plus de 15 ans sur leurs droits et devoirs et les mesures d'autoprotection par les paires éducatrices dans les espaces de regroupement

Le taux de réalisation est de 100%. Ainsi, au cours de l'année 2019, le projet a réalisé 78 causeries débats contre 60 séances d'orientation et 130 causeries débats en 2020. Ces séances réalisées par les paires éducatrices ont porté sur les droits des enfants, les mesures de protection, l'accès aux services de protection de l'enfant. 406 FTD ont été touchées par ces sensibilisations.

Les causeries ont porté sur les connaissances sur les droits et les devoirs des FTD, les mesures d'autoprotection et la santé de la reproduction. Les radios locales (Liberté et Voix des Jeunes) ont aussi été impliquées à ces sensibilisations étant donné le COVID 19 qui sévit au Mali. Selon les sondages des radios concernées, environ 120 000 auditeurs /trices ont été touchés par ces sensibilisations.

f) Accompagner la mise en place ou la dynamisation des groupements de FTD dans les quartiers d'intervention

L'activité est réalisée avec un taux de 100%. Le projet appuyé la création ou la dynamisation de 30 espaces prévus dans les zones d'intervention dans les communes de Bamako. Il s'agit de 15 espaces à raison de 5 par commune en 2019 et 15 nouveaux espaces en 2020 dans les quartiers d'extension du projet Jigitugu (10 en commune V et 5 en Commune II). Ces espaces ont servi de cadre permettant d'identification collective. Ils servent aussi d'espace de sensibilisation des FTD sur les thèmes

concernés par le projet. A travers ces espaces, des FTD ayant besoin d'un appui spécifique sont aussi identifiés. Les cas les plus graves bénéficient d'un counseling ou d'une gestion de cas (gestion directe ou référencement).

g) Identifier et accompagner le retour volontaire des FTD de moins de 15 ans déscolarisés et non scolarisés dans leurs communautés d'origine (100 FTD) et appui à leur réinsertion scolaire

L'activité a été réalisée avec un taux faible de 15%. Sur un total de 100 filles prévues, seulement 15 sont retournées dans leurs villages d'origine. Le projet a permis l'identification de 60 FTD de moins de 15 ans en 2019 qui ont bénéficié des cours de rattrapage dans les après –midi et de kits scolaires pour permettre leur retour à l'école. Au cours de l'année 2020, 212 FTD de moins de 15 ans ont été sensibilisées sur les dangers de la migration précoce, l'âge minimum de travail.

Lors de ces sensibilisations, 120/212 ont exprimé le désir de retourner après la fin de leur engagement en 2021. Cependant, celles qui sont retournées sont au nombre de 12 FTD de moins de 15 ans qui ont bénéficié de l'accompagnement dans leur retour aux villages de départ.

h) Sensibiliser et accompagner les FTD de plus de 15 ans à la pratique de l'épargne et de la micro –finance

Le taux de réalisation de cette activité est de 100%. Le projet a atteint très peu de résultat sur cette activité qui pourtant est fondamentale pour l'avenir des filles adolescentes et des FTD. En effet, seulement 30 FTD de plus de 15 ans ont été accompagnées dans l'élaboration des projets de vie individuels. Les métiers sont la savonnerie, la coiffure, le « début de l'agro-alimentaire. En fait, il s'agit des métiers qui ne coûtent pas chers, mais qui ne sont pas des plus pertinents étant donné leur faible rentabilité économique et la faiblesse de perspectives à long termes. Cependant, les FTD attendent encore le financement des AGR à leur profit.

i) Assurer le suivi des informations individuelles des FTD pour mesurer l'amélioration de leurs conditions de vies et les changements produits

L'activité a été réalisée à 100%. Dans le cadre de mesure de l'efficacité et des effets du projet, Educo a élaboré un outil de mesure de décence élaboré par Educo pour le suivi individuel. L'ONG s'est engagée vers une amélioration de son approche de suivi des résultats. Ce qui traduit une stratégie de gestion de la performance collective (structure) et individuelle (agent responsable).

Au cours des trois années du projet, les agents ont réalisé annuellement un suivi individuel réalisé auprès de 100 FTD pour les années 2019 et 2020. L'enquête de 2021 a touché la totalité des bénéficiaires (2 000 FTD). Ce suivi a permis d'identifier les problèmes des FTD, les changements positifs induits et un plan d'accompagnement individuel de chaque FTD.

4.4.2. ML1906.R1.P2 : Les filles travailleuses domestiques ont accès à des alternatives éducatives adaptées

a) Appui à l'alphabétisation des FTD de plus de 15 ans

Le projet a initié des centres d'alphabétisation en Communes II et IV en relation avec les CAP qui assure le suivi pédagogique. Les cours tenus de 20 à 22 heures sur le vécu quotidien des FTD. Ils avaient pour objectif de permettre aux FTD de pouvoir lire et écrire en bamanankan les besoins liés à leur vécu quotidien. L'activité a été réalisée à un taux de 108%. Sur un nombre de 360 FTD prévues, le projet a formé 390. Au cours de l'année 2019, plus de 109 FTD avaient bénéficié de ces cours et 220 au cours de l'année 2020. Le nombre de centres est passé de 4 à 8 entre 2019 et 2020 du fait de l'extension du projet à de nouvelles communes en 2020 (Commune IV et VI).



Photos de séances d'alphabétisation

Les sujets majeurs sur lesquels portaient les cours étaient la préparation culinaire, la prévention des maladies (malaria, COVID), la santé de la reproduction. Ces cours ont été bien appréciés par les FTD, mais aussi par leurs logeurs qui y voyaient une occasion de leur information sur les réalités de Bamako. 4 nouveaux centres d'alphabétisation initiés en CIV, soit 8 centres qui ont bénéficié à 220 FTD.

En effet, les alphabétiseurs sont tous des adultes qui ont cumulé plusieurs années de vie et ont vécu plusieurs expériences pratiques. Ces cours en dehors du renforcement des capacités de lecture et d'écrire permettent aussi des échanges concrets sur les difficultés rencontrées par les FTD et les mécanismes de solutions. Les résultats de l'évaluation de session d'alphabétisation donnent un taux de 85% des FTD qui ont atteint un bon niveau de réussite, c'est-à-dire, sachant lire, écrire en bamanankan et 15% ont un niveau moyen (rapport annuel de 2020).

b) Appui aux FTD dans la réalisation de projets de vie

L'activité a été réalisée à 100%. Les 60 FTD prévues ont été appuyées dans le cadre de ce projet. Les activités d'expérimentation ont permis d'accompagner 20 FTD de plus de 15 ans dans l'élaboration de projets de vie. Ce nombre se répartit comme suit : 5 FTD formées en savonnerie, 05 FTD en coupe et couture, 05 FTD en coiffure et 5 FTD en transformation agro-alimentaire. Ces corps de métiers ne sont pas des plus opportuns pour la situation actuelle des FTD à Bamako. La coupe et la couture, le petit commerce des fruits et légumes sont bien plus rentables.

Cette activité plus que fondamentale dans un contexte de dénuement pour les FTD a été faiblement prise compte par le projet. Aussi, ces FTD formées n'ont pas été encore équipées. Il est opportun de développer en perspective dans le cadre de futur projet une composante sur ce volet d'insertion professionnelle pour les FTD à Bamako et les filles de plus de 15 ans dans les villages d'origine qui ne fréquentent pas l'école (sur la base de critères de choix).

4.4.3. ML1906.R2.P1 : Les mécanismes communautaires de protection de l'enfant dans les communautés (zone départ et d'arrivée) sont identifiés, renforcés et mis en synergie avec le système institutionnel

a) Réaliser un diagnostic participatif sur les mécanismes communautaires de protection concernant les filles travailleuses domestiques

L'étude diagnostique prévue a été réalisée en 2019 par un consultant externe (100% de taux de réalisation). Elle a permis une identification des mécanismes formels et informels devant permettre de renforcer la protection de l'enfant dans les zones d'intervention. Cette étude a permis l'identification des acteurs et des mécanismes sur lesquels Jigitugu s'est appuyé au cours des trois années de mise en œuvre.

Elle s'est focalisée sur la protection des FTD sur le trajet des localités de départ vers Bamako, la protection des FTD par les employeurs (ses), l'accompagnant ou le transporteur, famille d'accueil, les grandes logeuses. L'étude établit aussi les relations entre ces mécanismes informels et ceux formels, notamment les ONG, les structures étatiques du domaine.

b) Renforcer et appuyer les mécanismes communautaires de protection de l'enfant dans les trois communes d'intervention de Bamako

Le projet a appuyé la mise en place de **41/30 mécanismes prévus, soit un taux de 137%**. Au cours de l'année 2019 et 2020, des mécanismes ont été mis en place dans les 4 communes à Bamako, avec l'implication des Services Locaux de Promotion de la Femme, de l'Enfant et de la Famille (SLPFEF), des Services Locaux de Développement Social et de l'Economie Solidaire (SLDSES), des Centres

d'Apprentissage Pédagogique (CAP). Le processus a consisté à la mise en place de rencontres d'échanges avec les acteurs locaux (chefs de quartiers, leaders de femmes, leaders de jeunes).

Chaque mécanisme mis en place est composé de l'ensemble des acteurs (chefs de quartiers, imams, pasteurs et prêtres, grands logeurs, communicateurs traditionnels, leaders féminins, leaders des jeunes et d'enfants). Le nombre de membres de chaque mécanisme est de 50 personnes. Il est à noter que les leaders membres formés sur les droits des enfants et surtout des FTD et deux personnes ont été identifiés comme de points focaux dans chaque commune.



Environ 150 acteurs communautaires et institutionnels de la protection de l'enfant dont 60 femmes ont été renforcés sur l'approche systémique de la protection de l'enfant et sont en mesure d'assurer l'accompagnement des FTD conformément aux normes de qualité en vigueur. Au cours de l'année 2020, on a enregistré 34 cas de VENA ont été signalés.

c) Identifier et former des points focaux dans les gares d'arrivée sur l'accueil, l'identification et l'orientation des FTD

La mise en place des points focaux dans les gares constitue un maillon fondamental dans la protection des FTD. Des filles arrivent à Bamako souvent sans accompagnateurs (trices) et perdent souvent le contact avec les employeurs et les grandes logeuses. Un total de 20/ 20 points focaux prévus ont été identifié.



Photo de point focal dans une gare de Bamako

Ainsi, le projet a assuré la formation de 20 points focaux au cours des mêmes ateliers que les autres leaders locaux. La formation a duré 3 jours et les thèmes ont porté sur le dispositif intégré de protection des FTD et sur leurs rôles et leurs responsabilités.

d) Former les acteurs communautaires sur les droits et la protection de l'enfant dans les zones de départ (Ségou, Bla, San) et les trois communes de Bamako

Le projet s'est aussi engagé dans la formation des acteurs de zones de départ sur les droits des FTD. Sur les 60 femmes prévues, le projet a assuré la formation de 75 femmes, soit un taux de 125%. Au cours de l'année 2020, 27 acteurs locaux, dont 11 femmes (chefs de quartiers, grandes logeuses, associations de ressortissants, points focaux dans les gares) ont été identifiés dans les zones de départ (cercles de San, de Bla et de Ségou). Le projet a aussi organisé 2 ateliers de formation à leur intention sur les rôles, les droits des FTD et les mécanismes de protection.



Les acteurs ont été organisés en 2 réseaux de lutte contre la VENA des FTD. Chaque réseau local est composé de 40 acteurs locaux, dont 13 femmes (chefs de quartiers, grandes logeuses, associations de ressortissants, points focaux dans les gares, SLPFEF, SLDSES, associations de

jeunes). Les membres de ces réseaux ont été aussi formés sur les droits des FTD, la problématique de travail domestique, l'approche genre/FTD et le référencement des cas de VENA des FTD, les outils d'orientation des FTD.

e) Appui aux initiatives communautaires ponctuelles en lien avec la protection des FTD

Dans la logique de diversifier et d'intensifier les activités de sensibilisation, le projet Jigitugu a apporté des appuis aux organisations d'enfants et jeunes (OEJ). Il s'agit du CCNEJ, PE, APJEC, AEJT et du Parlement des Enfants dans les actions de sensibilisation grâce à des vidéos en ligne, les causeries éducatives dans les quartiers. Les thèmes ont porté sur les dangers de la migration des filles, les VBG, la santé de la reproduction, la protection des droits des FTD, etc. Ces appuis externes des organisations ont permis de valoriser une image positive des mécanismes locaux.

f) Appuyer/accompagner la coordination des mécanismes communautaires dans les communes d'intervention de Bamako

L'activité a été réalisée avec un taux de 100%. Les réseaux de lutte contre la maltraitance sont appuyés par les ONG dans la mise en œuvre de leur plan d'action (sensibilisation sur le travail des FTD, dotation des acteurs en kits de lavage des mains, denrées alimentaires, moustiquaires, de nattes pour les grandes logeuses).



g) Formation des équipes du projet Jigitugu sur la gestion des cas de violence

Une formation a été organisée au profit des agents en février 2020 sur l'appui direct au FTD et le référencement vers d'autres acteurs. 13 personnes dont 9 femmes ont participé à cette formation. La formation a porté sur le concept de gestion de cas, les critères standardisés de vulnérabilité des FTD et les outils de gestion de cas. Cet atelier a permis à Educo et à ses partenaires d'harmoniser les outils de gestion dans le cadre du projet Jigitugu.

4.4.4. ML1906.R2.P2 : Les Parents et les employeurs sont sensibilisés sur les Droits de l'Enfant en général et des FTD en particulier et sur la migration précoce

a) Organiser trois assemblées générales de sensibilisation des employeurs et les parents dans les quartiers des communes d'intervention de Bamako et dans les cercles de Ségou, Bla et San

L'activité a été réalisée à un taux de 100%. On note la tenue de 3 AG de sensibilisation sur les employeurs, des chefs de quartiers, des grandes logeuses, des élus communaux. Elles ont touché 292 employeuses et 50 FTD. Ces AG ont été l'occasion de sensibiliser sur les conditions de travail des FTD.

b) Organiser une rencontre d'échange trimestrielle avec les employeurs des FTD

L'activité a été réalisée à un taux de 100%. Au cours de l'année 2019, 3 rencontres trimestrielles ont été organisées à l'endroit de 30 employeurs et de 20 FTD. Ces rencontres ont permis d'avoir une bonne perception du projet par les employeurs et surtout à accepter l'amélioration des conditions de travail des FTD.

4.4.5. ML1906.R2.P3 : Le système formel de protection des enfants et plus particulièrement des FTD est renforcé et fonctionnel

a) Formation des acteurs (OPJ, santé, justice, éducation, travailleurs sociaux, ONG etc.) sur le dispositif intégré de protection de l'enfant particulièrement les FTD dans les communes d'intervention de Bamako et les cercles de Ségou, Bla et San

Le projet a assuré la formation 75 personnes sur 40 prévus, soit un taux de 187%. La formation des titulaires d'obligation (OPJ, Services Techniques, magistrats, ...) a porté sur la protection des FTD. Deux sessions ont été organisées : une session réalisée à Bamako et une session à Ségou. La formation a porté sur les mécanismes formels et informels de protection des enfants et des FTD, le cadre juridique de protection des FTD, l'approche de protection des FTD.



Photo de formation des acteurs du système intégré de protection des FTD

b) Accompagner la mise en place ou la dynamisation du dispositif intégré de PE au niveau communal

L'activité a été réalisée à 100%. En effet, un dispositif intégré de protection de l'enfant a été mis en place dans chaque commune. Chaque dispositif comprend 45 personnes. On dénombre la tenue de 3 rencontres au niveau des dispositifs intégrés de protection avec le leadership des communes et des SLPFEF. Ces cadres ont permis de discuter des questions relatives à la protection des FTD et de suivre les avancées sur les conditions de travail des FTD. Au cours de l'année 2020, 20 personnes composées de différentes catégories d'acteurs locaux ont participé à une séance de renforcement des capacités.

c) Appuyer l'organisation de rencontre d'échange entre la coordination des mécanismes communautaires et le dispositif intégré institutionnel de la protection de l'enfant et en particulier sur les FTD dans les communes d'intervention de Bamako et des cercles de Ségou, Bla et San

Le taux de réalisation de l'activité est de 100%. Les réseaux de lutte contre la maltraitance ont été accompagnés par les ONG dans la mise en œuvre de leur plan d'action (sensibilisation sur le travail des FTD, dotation des acteurs en kits de lavage des mains, denrées alimentaires, moustiquaires, de nattes pour les grandes logeuses.

On note la tenue de cadre de concertation au niveau régional de 39 acteurs présents à Bamako pour discuter de la protection des FTD. Il s'agit des structures techniques, des OSC, des communes. Ce cadre permettait de discuter des progrès et des difficultés rencontrés dans le cadre du projet. Au cours de l'année 2020, 2 rencontres d'échanges organisées entre la Coordination et les mécanismes formels de protection

de l'enfant. 30 personnes ont participé à ces rencontres. A l'issue de ces rencontres, un comité de suivi a été mis en place pour s'assurer de la durabilité des actions.

d) Accompagner le renforcement des capacités opérationnelles des acteurs (direction régionale et Locale du travail, police, la DR/SLPFEF, DR/SLDSES)

Le projet a apporté des appuis matériels à la DRPFEF, DRDSES, la Brigade des Mœurs du District de Bamako. Ce lot de matériel est composé de 15 chaises, 1 moto Jakarta, 1 tableau à chevalet, 1 imprimante multifonctionnelle, 17 chaises de visiteurs, 17 matelas de 15 cm, 20 draps de lits, 20 moustiquaires. Ces besoins émanant des structures techniques répondent certes à leurs besoins. Des besoins d'amélioration existent pour le futur Jigitugu à travers la mise à disposition de véhicule pour permettre l'opérationnalité de ces structures.

4.4.6. ML1906.R3.P1 : La perception des FTD par la société évolue positivement et leurs droits sont reconnus

a) Appuyer la mise en place et le fonctionnement d'un réseau de journalistes sur la thématique des FTD dans le district de Bamako et les cercles de Ségou, Bla et San

Au cours de l'année 2019, une activité de ciblage des journalistes a été réalisée dans différents domaines (presse écrite, presse en ligne, radio, télévision). Ces cibles ont bénéficié de formation de ces acteurs sur la protection des droits des FTD. L'activité a abouti à la création d'un réseau de journalistes chargé d'informer et de sensibiliser avec les médias. Au cours de l'année 2020, la liste des membres du réseau a été mise à jour. Ce réseau compte 50 personnes dont 22 femmes composées de l'ensemble des acteurs. Ce réseau compte aussi 30 journalistes. Une formation a été organisée sur WhatsApp (Plateforme Presse Educo). Le projet a aussi appuyé la mise en œuvre de 9 initiatives dans le domaine journalistique. Il s'agit de 3 articles de presse, de 2 diffusions TV, 2 magazines radiophoniques et la réalisation de micro-trottoir. Ces activités médiatiques ont permis d'améliorer la visibilité des actions de Jigitugu.

b) Accompagner l'organisation de journées thématiques au niveau national et régional et Local

Cette activité a été organisée à un taux de 100%. Dans le cadre de l'amélioration de la visibilité de ses actions, le projet a appuyé l'organisation de 10 journées thématiques à Bamako et dans la région de Ségou. En 2020, ces journées ont vu la participation de l'ensemble des acteurs (structures techniques, communes, leaders locaux, religieux). Environ 225 personnes ont participé, dont 72 femmes, 53 hommes, 43 filles et 57 garçons.

Au cours de ces manifestations, des structures de protection de l'enfant ont été dotées en kits de lavage, de savon et de gel hydro-alcoolique des mains dans le cadre de l'organisation de journée mondiale de la santé.



4.4.7. ML1906.R3.P2 : Le cadre institutionnel et juridique est en adéquation avec les droits des FTD et est mieux appliqué

a) Cartographie des acteurs travaillant sur la thématique des FTD au niveau du District de Bamako

L'activité a été exécutée à 100%. La cartographie des acteurs intervenant dans la commune de Bamako a été réalisée au cours de l'année 2019. Cette étude qui a permis d'établir un répertoire a identifié 35 organisations dans le District de Bamako. Cette étude est fondamentale dans la mise en synergie des actions des intervenants.

b) Mise en place/ renforcer les organisations d'enfants, jeunes et FTD pour être au centre des actions de plaidoyer sur la thématique des FTD au niveau des zones de départ et d'arrivées (Ségou, Bla, San et District de Bamako)

L'activité a été réalisée à 100%. Un total de 45 jeunes issus de diverses organisations formés sur la protection des FTD et l'éveil de conscience dans ce domaine. Cette activité vise à renforcer leur connaissance sur les droits des enfants, mais aussi les préparer à signaler des cas de violations. Il est à noter dans ce cadre plusieurs organisations de jeunes ont bénéficié de subvention du projet Jigitugu pour réaliser des activités de sensibilisation et de plaidoyer vis-à-vis des acteurs.

c) Participer aux réseaux de protection de l'enfant au niveau national et régional

Cette activité rentre dans le cadre des activités classiques des DRPFEF et de la DNPEF. A cette fin, le projet Jigitugu a appuyé en 2020 ces structures étatiques dans la réalisation d'un recueil des textes relatifs à la protection des FTD. Cette compilation comprend les conventions internationales, sous – régionales et nationales. Ce document a été validé au cours d'un atelier avec les différents acteurs.

d) Mise en œuvre d'activités de plaidoyer autour de la thématique de la migration précoce et la protection des filles (Ségou, Bla, San et District de Bamako)

Le projet a appuyé l'élaboration d'une stratégie de plaidoyer du projet Jigitugu. Cette stratégie a été élaboré en partenariat avec l'ensemble des acteurs dont les FTD, le CCNEJ, l'APJEC, le PE).



4.4.8. ML1906.R4.P1 : Les mécanismes de prévention de la migration précoce des filles sont renforcés dans les communautés de Ségou, Bla et San

a) Mener une étude d'analyse du niveau de vulnérabilité des familles et l'identifier des enfants vulnérables/ Etude d'identification des mécanismes de protection communautaire existante

L'étude a été réalisée à 100%. Elle est réalisée en 2019 à Bamako et en 2020 à Ségou dans les six communes d'intervention du projet Jigitugu. Cette étude a impliqué les DRPF EF des régions / District avec l'ensemble des acteurs. Le projet a permis l'identification de quelques mécanismes de comité de surveillance de lutte contre l'exode rural, les comités d'abandons de mariage précoce, les comités de lutte contre les VBG, les CGS et les AME. L'étude migratoire a permis de connaître le phénomène de migration : dynamiques de migration et les zones pourvoyeuses de FTD à Bamako.

b) Réalisation d'un atelier de démarrage du projet dans les zones de départ

Activité réalisée à 100%. L'atelier de démarrage d'une journée a été organisé par Educo et la DRPF EF de Ségou avec la présence d'une trentaine de personnes, dont 7 femmes. Les participants ont été les représentants de la société civile, des structures techniques, des collectivités des cercles de San, de Bla et de Ségou.

c) Renforcer des mécanismes de protection communautaire existante

L'activité a été réalisée à 100%. Le projet a organisé en 2020, 3 sessions, soit un atelier / cercle. Un total de 120 personnes ont été formées au compte de 6 mécanismes, dont 37 femmes, à raison de 20 participants / mécanisme. Un plan d'action individuel a été élaboré pour chaque mécanisme. Ces ateliers ont permis la création d'une coordination régionale des mécanismes à Ségou et un espace d'échange dans chacune des 6 communes de départ.



d) Renforcer des compétences sociales et économiques des familles vulnérables (EPC/ AGR)

Cette activité a été exécutée à 100%. En 2020, le projet a identifié 90 filles et 90 mères identifiées comme vulnérables dans les zones de départ (6 communes). La sélection a été faite sur la base de critères avec l'implication des acteurs de l'école, de la mairie et de la chefferie. Les mères et les filles ont été informées après la sélection sur la consistance du projet Jigitugu et le rôle attendu de chaque acteur. Elles ont été formées sur la gestion des AGR et l'EPC. Cette formation a été suivie par une organisation des mères en groupement communal pour les appuyer dans cette dynamique.



e) Accompagner des filles dans leur maintien et achèvement scolaire

L'activité a été mise en œuvre à un taux de 116%. Globalement, le projet a apporté son soutien à 210 filles sur 180 prévues entre 2020 et 2021. Les filles sont dotées en kits scolaires (sac à dos, paquet de cahier de 100 pages et 200 pages, matériels de géométrie, stylos, livre de français). Educo a aussi pris en charge les frais de tenue et de scolarité de chaque fille. Des suivies ont été réalisées auprès des six écoles par les CAP respectifs. Il s'avère que 100% des filles ciblées se sont maintenues dans les écoles.

f) Appui à l'établissement des documents administratifs pour les enfants particulièrement les filles

L'activité a été réalisée à 100%. Au cours de l'année 2020, 108 enfants ont été identifiés par Educo dans les 6 communes (San, Diéli, Yangasso, Touna, Saminé et Dioro) de départ, dont 54 ont bénéficié des actes de naissance. Les 100% des enfants ont pu bénéficier des actes de naissance ou de jugements supplétifs. Ce qui a permis leur accès à la citoyenneté.

g) Renforcement de l'environnement scolaire sûr, protecteur et favorable aux filles

Cette activité réalisée à 100% en 2020. Le projet a offert une dotation des écoles des communes de Saminé, de Dioro, Touna, Yangasso, San et Diéli en kits d'hygiène et savon pour la prévention contre le COVID19. Chaque kit est composé de 6 DLM, 10 cartons d'eau de javel, 10 cartons de savon liquide, 10 bidons de gel hydro-alcoolique. Cette activité a touché 2022 élèves, dont 973 filles.



h) Organiser les fora communautaires sur les dangers de la migration précoce et l'importance de l'école

L'activité a été organisée en 2020 avec un taux de 100%. Le projet a organisé la journée internationale de la fille à Yangasso en partenariat avec la DRPFEF. Cette activité a permis une mobilisation de 50 titulaires d'obligation, de 120 titulaires de responsabilité et 300 enfants dont 190 filles.



Dans les autres communes, les fora n'ont pas été organisés du fait de COVID19. Ils ont été remplacés par des émissions radiophoniques. 6 stations radios (Klédu à Ségou, Sinignessigi à Bla, Jamakan à Markala, Sikidolo à Konobougou, Foko à Pelengana, Betafo à San) ont réalisé des diffusions du message en Bamanankan durant 2 mois. Environ 1 520 000 personnes, dont plus de 60% de femmes ont été touchées par ces séances de sensibilisation.

4.4.9. R5. Le système de monitoring, d'évaluation et de coordination des interventions du projet sont mis en place et fonctionnels

a) Réalisation de mission de suivi- supervision sur le terrain

Le nombre de mission de suivi – supervision n'est pas défini dans le document de projet. Au total, 8 missions de suivi mensuel réalisées dans les communes de Bamako et 4 missions dans la région de Ségou. Les participants ont été les agents d'Educo, des ONG. Ces missions ont été l'occasion de suivre les progrès du projet, d'analyser les difficultés et de formuler des recommandations.

b) Réalisation d'un film documentaire

Un film documentaire a été élaboré portant sur les succès du projet après deux ans d'exécution, la collaboration avec les acteurs. Le film a été diffusé sur Africable et est accessible sur YouTube.

c) Fonctionnement du Comité de Pilotage Stratégique du Projet

Un Comité de Pilotage composé de 27 membres dont 21 hommes est mis en place. Ce comité est fondamental en vue d'une gestion stratégique du projet Jigitugu. Ce comité est composé des structures techniques, des collectivités, les partenaires de mise en œuvre et Educo. Ce comité est chargé d'analyser globalement le fonctionnement du projet, de suivre le niveau d'exécution des activités et du budget. Elle a tenu régulièrement la réunion annuelle prévue avec la participation effective de ses membres.

4.5. Niveau d'atteinte des résultats du projet

L'analyse des résultats atteints sur la base des indicateurs de suivi – évaluation internes et ceux de l'évaluation externe conclut à des grandes avancées dans l'atteinte des résultats. Cependant, il faut noter que ces résultats sont certainement à consolider au cours d'une nouvelle phase.

4.5.1. Résultat 1 : Les filles travailleuses domestiques bénéficient d'un accompagnement et de mesures de protection adaptées selon leur âge et leur situation individuelle, en vue d'une amélioration de leurs conditions de vie

Le taux de réalisation d'atteinte des résultats est estimé à 98%. Cela s'explique par une mise en œuvre adéquate des activités permettant d'atteindre ces résultats. Le taux d'atteinte de l'IOV 1 de ce résultat est de 96%. En effet, un total de 96/100 FTD (13% des moins de 15 ans et 87% de plus de 15ans) ont reconnu une nette amélioration de leur situation (Résultat des enquêtes individuelles de suivi –évaluation d'Educo). Les FTD ont été appuyées en fonction des leurs besoins spécifiques en termes de santé, d'habillement, de violence, etc.

Aussi, sur un total de 40 acteurs prévus, 50 dont 21 femmes, soit un taux de 125%, sont renforcés sur l'approche systémique de la protection de l'enfant sont en mesure d'assurer accompagnement des FTD conformément aux normes de qualité en vigueur. Les acteurs ont acquis de bonne capacité des acteurs de la protection dans l'accompagnement individuel et individualisé des FTD.

La réalisation efficace des activités avec une responsabilisation des acteurs a permis de rassurer les FTD, les grandes logeuses et voire les employeuses de la protection des filles. Les résultats de la présente évaluation externe confirment aussi les mêmes tendances qui se dessinent aussi concernant les avis des parents et des employeuses. Les 96% de ceux-ci pensent que les FTD sont bien protégées du fait des activités de sensibilisation, de plaidoyer vis-à-vis des acteurs et de la gestion des cas complexes. Le taux de perception d'une amélioration selon les filles est aussi de 96%.

4.5.2. Résultat 2 : Le système de Protection de l'enfant et particulièrement des FTD, y compris les mécanismes communautaires de protection, est renforcé et fonctionnel

Les mécanismes ont été renforcés en système de protection des FTD est estimé à 97% (selon les résultats de l'évaluation). Ce taux est de 102% selon les résultats de mission de suivi –évaluation d'Educo. Selon les résultats des enquêtes de l'évaluation, ce taux sera de 85%. Ce chiffre se justifie par le besoin de consolider les acquis des

interventions. Une telle dynamique a besoin d'être poursuivie continuellement par des leaders locaux.

En effet, 41 sur 40 mécanismes communautaires ont été adaptés aux besoins spécifiques des FTD et sont fonctionnels. Mieux, c'est toute une dynamique locale basée sur ces mécanismes locaux qui a été bâtie pour le projet Jigitugu. Cette dynamique collabore étroitement avec les structures étatiques, des centres d'accueil. Elle s'est aussi renforcée par la tenue de cadres de concertation qui permettent de dialoguer entre les acteurs formels et informels sur la même préoccupation. Les 100% des acteurs rencontrés sont unanimes de la réussite dans le renforcement des mécanismes.

4.5.3. Résultat 3 : Une culture de bientraitance envers les filles travailleuses domestiques est promue à travers la sensibilisation du grand public et le plaidoyer auprès des décideurs

Les résultats des activités de suivi – évaluation interne réalisées par Educo ceux de l'évaluation concordent sur le niveau d'atteinte des résultats en termes de promotion d'une culture de bientraitance des FTD. Les résultats internes d'Educo donnent en IOV1.R3 que 96% des FTD ont reconnu que leur condition de travail s'est améliorée et en IOV2.R3 que 91% des FTD ont affirmé que leurs employeurs ont des attitudes correctes envers elles. Les résultats de l'évaluation sont autour de 85% au regard des bons résultats, du bon niveau d'implication des acteurs, mais aussi des besoins de consolider les acquis.

Cette amélioration de travail des FTD bénéficiaires du projet Jigitugu est la combinaison de plusieurs efforts des partenaires locaux et institutionnels à travers les actions de sensibilisation, d'appui à la gestion de cas, de plaidoyer. A ceux-ci, il faut aussi ajouter les actions des médias (radios, TV, presse en ligne, presse écrite).

4.5.4. Résultat 4 : Les mécanismes de prévention de la migration précoce des filles sont renforcés dans les communautés de Ségou, Bla et San

Le taux d'atteinte de ce résultat est de 100% selon les données internes fournies par Educo. En effet, les 6 mécanismes de prévention de la migration précoce des FTD prévus ont été renforcés dans les communautés de Ségou, Bla et San. Selon les résultats de l'évaluation, ce taux est estimé à 80% malgré les résultats importants de ces mécanismes. Ces derniers ont encore besoin d'assistance pour s'autonomiser et surtout d'une vision à long termes dans un leadership endogène.

Le projet a permis le renforcement de la prévention de la migration précoce des filles de 120 membres de ces 06 mécanismes communautaires, à raison d'un mécanisme par commune (Saminè, Dioro, Touna, Yangasso, Diéli et San) dans les zones de départ des FTD. La mise en œuvre du plan d'action de chaque mécanisme a été

appuyée et a permis de soutenir l'approche communautaire dans la lutte contre le phénomène de la migration précoce des filles.

La mission d'évaluation a constaté un bon niveau de mise en œuvre du plan d'action des mécanismes avec un taux variant entre 90 et 100%.

4.6. Niveau d'atteinte des indicateurs du projet

Objectif Spécifique 1 : Lutter contre l'exploitation des filles dans le travail domestique en promouvant des environnements sûrs et protecteurs dans 03 Communes du District de Bamako de 2019 à 2021

IOV1.- % de FTD victimes de violence et autres violations de leurs droits désagrégées en catégorie d'âge et source de violation. La situation de référence rappelée dans le document de projet est 9% pour la violence physique, la violence verbale 36%, la privation de repas 8%, les mauvaises conditions d'hébergement 59,6%, la privation eau de famille 18%, la violence sexuelle 12%, la rémunération irrégulière 14% et l'absence de jour de repos 74%.

Le but est la création d'un environnement protecteur des droits des FTD a été atteint à 85%. En effet, les 15% des FTD (toute âgée de plus 15 ans) dont 53% en état de grossesse et 47% FTD mères ont bénéficié des appuis psychosociaux, prise en charges médicales, alimentation etc. En dehors de ceux-ci, les formations et les activités de sensibilisation des cibles filles en général et des FTD ont permis de renforcer les relations entre les acteurs. Cependant, la faible capacité des communes et des structures rend ces acquis fragiles en termes de durabilité.

IOV2.- % de FTD capables de citer des situations à risques et qui ont été capables de signaler des cas d'abus ou de violences à leur égard ou à l'égard de leurs pairs : la valeur de référence est de 17%. Sur la base du suivi individuel réalisé en 2021, 85% des FTD ont été capables de citer des situations à risques. Soit un taux d'atteinte de 100% (source Educo). Selon l'évaluateur, ce taux sera de 85% des filles qui ont été capables de citer et de signaler les cas de violation des droits.

Les actions de sensibilisation et de renforcement de capacités des FTD dans les espaces de regroupement ont considérablement amélioré leurs connaissances sur leurs propres droits ainsi que leur autoprotection. Les actions d'appui aux initiatives de sensibilisation des mécanismes communautaires a permis de contribuer à la promotion des droits des FTD au sein de la population des zones du projet. La synergie des actions et la bonne collaboration entre les mécanismes communautaires et les acteurs institutionnels initiées depuis le début du projet ont été également renforcées en 2021. Tout ceci a favorisé la promotion d'un environnement protecteur des FTD dans le District de Bamako.

5. EVALUATION DE L'EFFICIENCE DU PROJET

Tableau 3 : Taux de décaissement du budget du projet

| Année | Budget | Réalisation | Ecart | % |
|--------------|-----------------------|-----------------------|----------------------|------------|
| 2019 | 114 482 600 | 102 595 882 | - 11 886 718 | 90% |
| 2020 | 147 824 266,67 | 98 858 503 | - 48 965 763,39 | 67% |
| 2021 | 131 191 400 | 90 400 431 | - 40 790 969 | 69% |
| Total | 393 498 266,67 | 291 854 816,28 | - 101 643 450 | 74% |

Source : Educo, 2022

Le projet Jigitugu s'est surtout caractérisé par son manque d'efficacité. Pour un projet essentiel, le taux de décaissement est globalement de 74% pour les trois années. Sur un budget de 393 498 266,67 Fcfa prévu, le montant décaissement est seulement de 291 854 816,28 FCFA.

Les montants dédiés aux activités sont décaissés avec des retards de 4 à 6 mois sur 12 mois prévus. Ce qui a pour conséquences que les ONG de mise en œuvre que sont ADDAD, Enda, BNCE se retrouvent dans les problèmes financiers de mise en œuvre des actions du projet Jigitugu. Les agents se déplacent difficilement pour le terrain et certaines activités de suivi et de sensibilisation ont besoin d'un minimum de fonds.

En dehors de ceux, il faudra renforcer le financement des activités en augmentant sur le budget. Les enquêtes font ressortir que les journées thématiques sont à hauteur de 300 000 Fcfa et que l'alphabétisation et les AGR des FTD coûtent environ 1,5 millions de Fcfa. Il faudra s'inspirer des exemples de ces mêmes ONG Enda, BNCE qui ont des résultats tangibles dans la gestion des AGR. Les retards de paiement sont enregistrés aussi pour les prestataires de services qui enregistrent des périodes de deux mois pour percevoir leurs avances de démarrage.

Il est plus utile d'entretenir la communication autour de l'information financière au sein d'Educo et entre celle –ci et les prestataires de service.

6. EVALUATION DES EFFETS / IMPACTS DU PROJET les

6.1. Effets sociaux

Les effets sociaux et impacts du projet Jigitugu sont nombreux et touchent différentes catégories concernées. Ces effets touchent les aspects sociaux, éducatifs, organisationnels, économiques, etc.

6.1.1. Niveau de satisfaction des acteurs vis-à-vis du projet

Tableau 4 : Niveau de satisfaction des bénéficiaires

| Localités | Bon | Passable |
|----------------------|---------------|--------------|
| | % | % |
| Bla | 92,68% | 7,32% |
| Commune II | 76,92% | 23,08% |
| Commune V | 100% | 0% |
| San | 97,44% | 2,56% |
| Ségou | 100% | 0% |
| Total général | 94,89% | 5,11% |

Source : Résultats des enquêtes, janvier 2022

Les acteurs expriment un taux de 94,89% de bon niveau de satisfaction contre 5,11% de passable. Ce taux de 94,89% de bonne satisfaction qui est excellent s'explique surtout par rapport à la pertinence des actions initiées dans le cadre du projet qui correspondent aux problèmes que connaissaient les filles en général et les FTD, le bon niveau de communication avec les acteurs et le niveau de leur propre participation.

Quelques témoignages des communautés :

| Focus – group avec les filles à Diéli, cercle de San | Grandes logeuses de Kalabancoura, Commune V |
|---|---|
| « Nous les filles, nous sommes très contentes du projet. Le projet nous a appuyées directement en termes d'éducation, connaissance sur les vécus quotidiens mais aussi à nos mamans une amélioration des revenus ». | « On est très satisfait au regard des résultats atteints dans le cadre du projet et surtout de la bonne collaboration/ participation aux activités ». |

Tableau 5 : Appréciation du niveau de participation des bénéficiaires

| Localités | Bon | Passable |
|----------------------|---------------|--------------|
| | % | % |
| Bla | 93,55% | 6,45% |
| Commune II | 100% | 0% |
| Commune V | 100% | 0% |
| San | 93,75% | 6,25% |
| Ségou | 94,74% | 0% |
| Total général | 94,95% | 5,05% |

Source : Résultats des enquêtes, janvier 2022

Les filles et les FTD ont participé aux actions essentielles de ce projet. Elles ont suivi des formations, des sessions d'alphabétisation, de sensibilisation et de partage d'expériences entre paires. Les autres acteurs apprécient bien aussi ce niveau de participation qu'ils estiment bon à 96% des acteurs rencontrés.

Tableau 6 : Niveau de communication entre les filles/FTD et les acteurs locaux

| Localités | Parents | | | Autorités villageoises | | | Clubs de filles/paires éducatrices | |
|---------------|---------|----------|-------------|------------------------|----------|-------------|------------------------------------|-------------|
| | Bon | Passable | Ne sais pas | Bon | Passable | Ne sais pas | Bon | Ne sais pas |
| | % | % | % | % | % | % | % | % |
| Bla | 95,12% | 0% | 4,88% | 70,73% | 4,88% | 24,39% | 95,12% | 4,88% |
| Commune II | 15,38% | 0% | 84,62% | 0% | 0% | 100% | 0% | 100% |
| Commune V | 10% | 0% | 90% | 0% | 0% | 100% | 0% | 100% |
| San | 87,18% | 2,56% | 10,26% | 82,05% | 5,13% | 12,82% | 97,44% | 2,56% |
| Ségou | 97,06% | 0% | 2,94% | 94,12% | 0% | 5,88% | 97,06% | 2,94% |
| Total général | 79,56% | 0,73% | 19,71% | 67,88% | 2,92% | 29,20% | 80,29% | 19,71% |

Source : Résultats des enquêtes, janvier 2022

Le niveau de communication est jugé bon dans l'ensemble. Entre les FTD et les parents, la communication est jugée bonne par les parents à 79,56% contre 67,88% pour les autorités villageoises et 80,29% pour le club des filles/paire éducatrices. Les moyens de communication sont surtout les contacts directs qui ont été beaucoup plus acceptés par les acteurs locaux, les communications radios.

Les autres acteurs locaux composés des grandes logeuses, les parents des enfants filles/FTD, les grandes logeuses ont tous reconnu les effets sociaux qui sont majeurs. Les 53% de ceux –ci ont noté une réduction du temps de travail des FTD, 47% le paiement régulier de salaire des FTD, les 86% la réduction du départ précoce des filles. La réduction des abandons de l'école est confirmée par les 82% des mères d'enfants vulnérables rencontrées et les 28% ont noté la réduction des tracasseries sur les axes routiers.

6.1.2. Prise de conscience sur les risques et les dangers des FTD

La prise de conscience sur les dangers encourus par les FTD est un fait général. En effet, le problème de violence à l'endroit des filles et des FTD à Bamako était un phénomène bien connu et est même récurrent dans certains ménages. De nombreuses agressions sexuelles, physiques, psychologiques ont été commises par le passé dans le District de Bamako.

Tableau 7 : Avis sur la prise de conscience sur les dangers sur les FTD

| Localités | Agression physique | Agression verbale | Agression sexuelle | Déni de ressources (refus) | Violence psychologique | Refus de dons d'aliments | Refus de traitement | Mariage précoce |
|------------|--------------------|-------------------|--------------------|----------------------------|------------------------|--------------------------|---------------------|-----------------|
| | % | % | % | % | % | % | % | % |
| Bla | 60,98% | 41,46% | 80,49% | 17,07% | 34,15% | 60,98% | 53,66% | 0% |
| Commune II | 100% | 100% | 46,15% | 69,23% | 38,46% | 61,54% | 46,15% | 0% |
| Commune V | 100% | 90% | 40% | 80% | 20% | 50% | 50% | 0% |
| San | 61,54% | 20,51% | 89,74% | 46,15% | 25,64% | 71,79% | 69,23% | 0% |
| Ségou | 85,29% | 41,18% | 70,59% | 8,82% | 29,41% | 55,88% | 41,18% | 5,88% |

| | | | | | | | | |
|---------------|--------|--------|--------|--------|--------|--------|--------|-------|
| Total général | 73,72% | 44,53% | 74,45% | 32,85% | 29,93% | 62,04% | 54,01% | 1,46% |
|---------------|--------|--------|--------|--------|--------|--------|--------|-------|

Source : Résultats des enquêtes, janvier 2022

Les résultats des enquêtes donnent des chiffres très élogieux pour le projet Jigitugu et d'autres intervenants dans les zones d'intervention. Les 73% des FTD/filles scolarisées affirment avoir constaté une réduction de la violence physique à leur endroit contre 44,53% pour les agressions verbales et 74,45% pour les agressions sexuelles et 62,04% pour le refus d'accès à l'alimentation.

Les mêmes tendances observées sont aussi valables pour les parents des FTD / filles et les grandes logeuses et les employeuses. Les 59,38% de ces acteurs affirment avoir constaté une réduction des agressions physiques, contre 46,88% pour les agressions sexuelles et contre 19,79% pour les agressions verbales.

Quelques témoignages des FTD et point focal :

| Filles FTD à Bamako Commune V : | Point focal de la gare de Sébénikoro à Bamako : |
|---|--|
| « Le projet nous a permis de comprendre nos droits et de pouvoir les réclamer. Et même mieux que ça nous avons à nos coté les chefs de quartiers, les grandes logeuses qui nous viennent en aide en cas de difficultés ». | « Le projet nous a vraiment ouvert les yeux sur la nécessité de protection des FTD. Aujourd'hui nous avons compris notre rôle de veille concernant les filles qui arrivent des villages et qui subissent les VENA de la part des chauffeurs et des Apprentis véreux ». |

Les sensibilisations de masse et individuelles réalisées au niveau des ménages ont abouti à la prise de conscience de la nécessité de protéger les FTD comme des filles des ménages, surtout quand celles –ci sont jeunes. Elles ont besoin d'être protégées autant que les propres filles des ménages. Ce travail de sensibilisation a été réalisé par mécanismes locaux, les paires éducatrices appuyées par les TDL des ONG. Cependant, les efforts de sensibilisation doivent être encore renforcés malgré ces résultats encourageants au regard de l'évolution.

6.1.3. Valorisation de l'image des FTD dans les zones de départ et d'accueil

Les FTD grâce à ce projet ont connu dans les zones de départ (région de Ségou) et d'accueil une valorisation de leur image suite aux sensibilisations initiées par le projet. D'où cette citation d'une FTD rencontrée : **« de plus en plus, nous nous sentons comme des membres à part entière des ménages dans lesquels nous travaillons. Nous partageons la même chambre et le même plat avec tous les autres membres des ménages. Mieux, ces ménages constituent pour nous de nouvelles opportunités de connaissance pour toute la vie ».**

Tableau 8 : Avis des filles, des FTD sur l'amélioration de la perception des employeurs, des grandes logeuses et des parents

| Localités | Perception des employeurs | Perception des grandes logeuses | Perception des parents hommes | Perception des parents femmes |
|-----------|---------------------------|---------------------------------|-------------------------------|-------------------------------|
| Bla | | | 43,90% | 85,37% |

| | | | | |
|----------------------|---------------|---------------|---------------|---------------|
| Commune II | 100% | 69,23% | 46,15% | 46,15% |
| Commune V | 70% | 80% | 80% | 50% |
| San | | | 38,46% | 82,05% |
| Ségou | | | 73,53% | 85,29% |
| Total général | 85,00% | 74,62% | 52,55% | 78,10% |

Source : Résultats des enquêtes, janvier 2022

En effet, les entretiens font ressortir que le projet a pu aboutir à des résultats tangibles. Les 85,00% des FTD rencontrées estiment que le projet a nettement permis le développement d'une perception positive des employeurs contre les 74,62% pour les grandes logeuses. Par rapport aux parents, les filles estiment que leurs mères /tutrices ont beaucoup plus développé une perception positive 78,10% des enquêtés contre les 52,55% pour les parents hommes.

| FTD à Bamako Commune II | Employeuse à Bamako |
|---|---|
| « De plus en plus mon employeuse a une forte considération pour ma personne. Aujourd'hui, je suis considéré comme une fille de la famille. Ma famille d'origine noue des liens directs avec mon employeuse, ils échangent au téléphone pour toutes les questions me concernant ». | « Le projet a permis de nous faire comprendre que les FTD sont des êtres humains comme nous et mieux que ça se sont nos enfants. Maintenant, elles dorment et mangent avec nos propres enfants dans nos familles ». |

6.1.4. Réduction de la charge de travail des FTD

Le projet a pu entraîner une réduction sensible de la charge de travail des FTD. Les acteurs rencontrés au cours de cette évaluation ont noté une sensibilité des acteurs sur la peine ressentie par les FTD. Celles –ci bénéficient des heures de repos surtout en milieu de jour. Aussi, les filles rencontrées assurent aussi que le temps de travail s'est légèrement réduit. D'où cette citation « certes, nous nous réveillons vite le matin et nous avons un temps de repos à 12 heures jusqu'à 15 heures souvent. Après, nous reprenons le travail jusqu'à 20 heures ». Les entretiens font ressortir que les FTD bénéficient d'un jour de repos hebdomadaire dans certains ménages. A défaut, l'employeuse fait une majoration sur le salaire ».

| Filles FTD à Bamako CII |
|---|
| « Du fait du projet, aujourd'hui mon employeuse est d'accord de la nécessité de réduction du temps de travail que je dois faire. Avant je travaillais entre 14 heures et 15 heures par jour et aujourd'hui je travaille 10 heures par jour ». |

6.1.5. Développement psychosocial des FTD / filles cibles

Tableau 9 : Les effets de votre participation aux séances de sensibilisation sur votre développement psychosocial

| Localités | A l'aise en milieu de travail | A l'aise avec les membres de famille |
|---------------|-------------------------------|--------------------------------------|
| Bla | 75,12% | 70,73% |
| Commune II | 69,00% | 76,92% |
| Commune V | 71,23% | 60% |
| San | 79,45% | 76,92% |
| Ségou | 82,45% | 82,35% |
| Total général | 75,45% | 75,18% |

Source : Résultats des enquêtes, janvier 2022

Selon les résultats des enquêtes, les 75,45% des FTD se sentent à l'aise en milieu de travail (domicile des employeuses pour les FTD à Bamako et écoles pour les filles vulnérables identifiées dans les zones de départ). Ce taux est identique pour les 75,18% des filles et des FTD enquêtées. Elles expliquent qu'elles suivent de moins en moins de pression par les parents les tutrices, etc. du fait des actions engagées par Jigitugu.

Focus group Filles scolarisées à Dioro : « Notre participation aux séances de sensibilisation et aux rencontres des clubs de filles a renforcé un sentiment de paix intérieur. Nous savons que des acteurs sont à nos côtés pour trouver des solutions à nos problèmes. Au cours de ces séances nous discutons des réels problèmes, souvent des sujets qui sont encore tabous avec nos parents (mariage, santé de la reproduction) ».

6.2. Renforcement de la promotion des droits des filles/FTD

6.2.1. Connaissance des droits des enfants

Les résultats des enquêtes donnent des taux très intéressants en termes de renforcement des connaissances des filles et des FTD rencontrées. Les 56,93% ont cité le Droit à la protection contre les discriminations, 91,97% le droit à l'éducation, 90,51% le droit à la santé, 58,39% le Droits d'avoir un nom ou une nationalité. Ces données sont des résultats tangibles engrangés par le projet.

Employeuse de FTD à Bamako : « nous avons beaucoup appris sur les différents droits de l'enfants (santé, éducation, alimentation, habillement, etc...). Les efforts doivent être poursuivis encore à travers des séances de sensibilisation. Nous nous efforçons à mettre en œuvre ces connaissances dans tous les domaines de la vie ».

Tableau 10 : Connaissance des droits des enfants

| Localités | Droit à la protection contre les discriminations | Droits d'avoir un nom ou une nationalité | Droits à l'alimentation | Droit à la santé | Droits à l'éducation | Droit au logement | Droit de jouer et de rire | Droit à l'information et d'exprimer son avis | Droit d'être protégé de la violence et d'exploitation | Droits à une protection spéciale pour tout enfant |
|---------------|--|--|-------------------------|------------------|----------------------|-------------------|---------------------------|--|---|---|
| Bla | 51,22% | 46,34% | 87,80% | 92,68% | 97,56% | 43,90% | 31,71% | 14,63% | 24,39% | 9,76% |
| Commune II | 100% | 69% | 100% | 100% | 100% | 92,31% | 46,15% | 38,46% | 38,46% | 15,38% |
| Commune V | 100% | 100% | 100% | 90% | 100% | 70% | 70% | 50% | 50% | 10% |
| San | 66,67% | 58,97% | 69% | 79,49% | 82,05% | 61,54% | 58,97% | 51,28% | 61,54% | 51,28% |
| Ségou | 23,53% | 55,88% | 91,18% | 97,06% | 91,18% | 50,00% | 26,47% | 8,82% | 20,59% | 5,88% |
| Total général | 56,93% | 58,39% | 85,40% | 90,51% | 91,97% | 56,93% | 42,34% | 28,47% | 37,23% | 21,17% |

Source : Résultats des enquêtes, janvier 2022

6.2.2. Alphabétisation des FTD /appui à la scolarisation des filles

Tableau 11 : Amélioration du cadre d'étude des filles élèves orphelines dans les zones de départ et également l'alphabétisation des FDT dans les zones d'accueil

| Localités | Effets sur la scolarisation | Effets sur l'alphabétisation |
|---------------|-----------------------------|------------------------------|
| Bla | 100% | |
| Commune II | | 92,31% |
| Commune V | | 100% |
| San | 92,31% | |
| Ségou | 100% | |
| Total général | 97% | 96,16% |

Source : Résultats des enquêtes, janvier 2022

Dans le domaine de l'éducation, les 97% des filles scolarisées rencontrées ont témoigné des effets positifs du projet sur leur scolarisation. Elles expliquent que malgré la vulnérabilité de leurs familles, leurs parents ont quand même décidé de les laisser à l'école, chance que leurs aînées n'avaient pas souvent eue par le passé. Les notes obtenues par ces filles dans les écoles sont aussi très bonnes.

Directeur d'école de Dioro : « L'aide d'Educo est essentielle aujourd'hui pour les études des filles issues des familles démunies. L'ONG a non seulement donné des kits scolaires, sensibilisé les filles et leurs mamans pour qu'elles restent à l'école, mais également elle a appuyé ces mamans dans l'organisation en groupement autour des AGR ».

Quant aux FTD, elles citent l'utilité de cette éducation du fait qu'elle soit basée sur leur vécu (culinaire, santé de la reproduction, hygiène, etc.). En fait ces connaissances sont facilement appliquées dans les ménages des tutrices et certainement à leur retour aux villages.

6.2.3. Développement de leadership de paires éducatrices et des autres acteurs

Les 52 paires éducatrices formées par le projet sont certes des personnes ressources pour ce projet, mais des leaders bien confirmées à Bamako et dans leurs communautés. Elles expliquent du fait des formations et des prises de parole en public, elles se sentent désormais investies en tant que bénévoles dans la sensibilisation sur les droits des filles. Ce fait reste valable qu'elles restent à Bamako ou qu'elles partent dans les localités d'origine.

Paire éducatrice à Bamako : « Le projet a développé chez nous une capacité de leadership. Aujourd'hui, nous assurons la mobilisation des FTD, nous leur prodiguons des conseils. A notre retour dans nos localités d'origine nous sommes capables d'assumer les mêmes fonctions ».

Le projet a permis aussi de renforcer le leadership des acteurs des mécanismes dans la gestion de cette question. Même si cet acquis est à consolider, ce renforcement de capacité des acteurs sur les droits des enfants sont fondamentaux. Ces acteurs sont les structures étatiques, les ONG partenaires, les structures techniques, etc. ainsi, les 94,89% de ces entités sus- citées ont reconnu le développement de capacité de porter des dossiers relatifs à la protection de l'enfant.

Tableau 12 : Activités intenses réalisées par les mécanismes locaux de protection

| Localités | Oui% | Non% |
|----------------------|---------------|--------------|
| Bla | 92,68% | 7,32% |
| Commune II | 92,31% | 7,69% |
| Commune V | 100% | 0% |
| San | 94,87% | 5,13% |
| Ségou | 97,06% | 2,94% |
| Total général | 94,89% | 5,11% |

Source : Résultats des enquêtes, janvier 2022

6.2.4. Gestion efficace des cas de vulnérabilités

Tableau 13 : Gestion efficace des cas de vulnérabilités

| Localités | Cas de problème de santé | Cas de pertes de biens | Cas de perte d'argent | Cas de dispute avec les parents | Cas de dispute avec les employeuses | Cas de dispute avec les chauffeurs |
|----------------------|--------------------------|------------------------|-----------------------|---------------------------------|-------------------------------------|------------------------------------|
| Bla | 95,12% | 2,44% | 2,44% | 9,76% | 31,71% | 7,32% |
| Commune II | 92,31% | 100% | 100% | 46,15% | 46,15% | 0,00% |
| Commune V | 90% | 90% | 90% | 40% | 60% | 10% |
| San | 94,87% | 5,13% | 0% | 15,38% | 28,21% | 2,56% |
| Ségou | 73,53% | 11,76% | 8,82% | 17,65% | 23,53% | 0,00% |
| Total général | 89,05% | 21,17% | 18,98% | 18,98% | 32,12% | 3,65% |

Source : Résultats des enquêtes, janvier 2022

Les résultats des enquêtes donnent un taux de 89,05% de filles /FTD enquêtées dans les deux zones qui ont bénéficié d'accompagnement du projet ou qui connaissent

celles qui ont bénéficié de cet appui. En effet, les appuis directs apportés dans le cadre du projet Jigitugu sont fondamentaux pour la gestion des cas les plus complexes. Pour les filles, ces appuis démontrent encore les aspects positifs de l'humanité malgré les difficultés vécues. D'où cet adage « c'est en période difficile que l'on connaît ses amis ».

| | |
|---|--|
| Ex FTD actuellement scolarisée à Yangasso : « Quand je suis arrivée à Bamako, j'avais 12 ans. Grâce aux activités de sensibilisation et à l'accompagnement d'Educo, je suis encore retournée à l'école. J'ai bénéficié des kits scolaires et je suis les cours normalement ». | Filles FTD à Bamako CII : « A mon arrivé du site d'orpaillage j'étais complètement malade. J'avais attrapé une IST. Le projet Jigitugu avait pris en charge intégralement mes soins jusqu'à mon rétablissement. Je remercie beaucoup le projet ». |
|---|--|

6.3. Effets économiques

Le projet est peu intervenu dans la promotion économique. Les mères/ tutrices avaient bénéficié 25 000F chacune pour leurs AGR et 45 000 Fcfa par pour l'EPC. Ce fonds est largement inférieur par rapport aux besoins des femmes. Cependant, ce montant a pu démarrer les AGR et l'EPC pour ces femmes, étant donné que leur état de vulnérabilité. Les résultats des enquêtes donnent un taux de 13% des FTD alphabétisées ou de mères de filles vulnérables qui estiment que la formation a renforcé leur capacité de gestion. Cependant, les 91,24% de ces mères et des FTD estiment qu'elles ont connu une augmentation de revenus du fait des actions du projet. Par rapport aux FTD, l'augmentation de leur traitement est liée aux actions initiées par le projet, mais aussi à l'environnement de la ville de Bamako qui suit cette tendance.

Tableau 14 : Amélioration de la situation économique des parents des filles élèves à travers la pratique des AGR financées par le projet JIGITUGU

Tableau 15 : Les effets sur l'amélioration de la situation économique des FTD

| Localités | Capacité de gestion d'une AGR (suite à la formation) | Création de son AGR | Montant bénéficié | Augmentation des revenus des FTD suite à la création d'AGR | Utilisation des revenus des AGR |
|---------------|--|---------------------|-------------------|--|---------------------------------|
| | % | % | % | % | % |
| Bla | 0% | 12,20% | 100% | 34,15% | 0% |
| Commune II | 100% | 23,08% | 38,46% | 30,77% | 23,08% |
| Commune V | 60% | 10% | 70% | 10% | 10% |
| San | 0% | 0% | 97,44% | 33,33% | 0% |
| Ségou | 0% | 2,94% | 100% | 20,59% | 0% |
| Total général | 13,87% | 7,30% | 91,24% | 28,47% | 2,92% |

| | |
|--|---------------------------------------|
| Focus group avec les mères des filles élèves à San (Faracolo) : | Coordinatrice ADDAD à Bamako : |
|--|---------------------------------------|

« Nous réalisons divers activités (maraichages, petits commerces à titre individuel), nos revenus ont pratiquement doublé. Aujourd'hui notre groupement prend en charge deux autres filles élèves issues de familles démunies en fournitures et tenues scolaires ».

« Nous négocions des conditions favorables en termes de contractualisation entre les FTD et les employeuses. Les salaires varient autour de 25 000 F CFA. Ensuite nous veillons aux paiements auprès des employeuses qui ont toujours été réguliers dans le paiement ».

6.4. Effets organisationnels

Le projet a permis un début de dynamisation des mécanismes communautaires et de leur coordination régionale. Elle a permis d'enclencher une communication fluide autour de la question de protection des enfants et des FTD en particulier. Surtout que l'expérience a prouvé que la plupart des titulaires d'obligation n'avaient pas de compétences sur le thème avant le projet ou que ceux –ci ne suivent pas l'évolution des textes.

Concernant les structures étatiques (les OPJ, les centres santé, de justice, le CAP, travailleurs sociaux), les ONG, les communes, des actions de renforcement de capacités des agents ont permis de rehausser le niveau de connaissance de ceux –ci sur les thèmes de protection de l'enfant, du réseautage, du plaidoyer. Leur participation aux actions aux côtés des acteurs locaux, dont les cadres de concertation et de comité de pilotage ont permis de raffermir la collaboration qui a été beaucoup renforcée.

7. Prise en compte du genre par le projet Jigitugu

Le projet Jigitugu est fondé principalement sur la valorisation de l'approche genre. Les catégories qui sont les plus vulnérables que les filles en général, les filles issues des ménages pauvres et leurs mamans respectives et les FTD ont été visées. A titre de rappel, le projet a eu les acquis suivants en termes de genre :

- Le développement d'une stratégie d'intervention basée sur le genre dans le recrutement de personnel des ONG d'intermédiation, l'appui à la réalisation des activités de sensibilisation, de gestion de cas, d'appui aux groupements de femmes, etc.
- Une responsabilisation de 52 paires éducatrices dans la tenue des activités de sensibilisation dans les espaces de regroupements des FTD. La formation et les contacts avec les acteurs ont eu pour avantages de développer leur capacité dans la sensibilisation, mais surtout dans le leadership.
- La sensibilisation des 2037 FTD sur les aspects essentiels rattachés à leur quotidien : hygiène, art culinaire, paludisme, autoprotection et l'assistance individuelle au profit de 400 FD.

- Le maintien de 282 filles dans les écoles grâce aux dotations en kits, la sensibilisation sur les dangers de la migration précoce, le suivi pédagogique par les CAP respectifs. Parallèlement à cette action, les mamans des filles vulnérables ont bénéficié de la formation en organisation des groupements, en EPC et la dotation d'un montant de 300 000 FCFA (par groupement).
- Dans les zones d'accueil, le projet appuyé directement 390 FTD en alphabétisation et 30 ont profité de l'élaboration de projets de vie.
- Le développement de capacités organisationnelles au profit des membres des réseaux, dont au moins 30% de femmes. Les FTD membres des organisations communautaires ont vécu des expériences intéressantes de collaboration avec les acteurs institutionnels (SLPFEF, SLDSES, CAP, communes, ONG) et des réseaux de journalistes.

Même si les résultats sont très importants, il est plus que nécessaires de les consolider à travers une autre phase.

8. DURABILITE DES ACQUIS DU PROJET

Le projet a eu très certainement des résultats très palpables dans les différentes composantes. En termes de promotion d'un environnement sécurisé, des acquis importants ont été certes enregistrés. Les différentes formes de violences ont certes connu des réductions et tous les résultats prouvent cette tendance avis des filles, des employeuses, des grandes logeuses dans le District de Bamako et des parents et des filles scolarisées dans les localités de départ.

Les paires éducatrices qui ont été formées constituent des personnes ressources sûres pour la sensibilisation des FTD. Elles continueront leurs actions en partenariat avec les ONG Enda et BNCE sur d'autres projets. Elles pourront aussi continuer dans les localités de départ.

Les mécanismes poursuivront certes les actions de protection des FTD et d'autres catégories d'enfants à titre individuel. En effet, ces actions sont réalisées par chacun des membres souvent sans appui externe. Cependant, la dynamique de groupe continuera difficilement en l'absence du leadership du domaine par les communes.

Les différents groupements de FTD dans les quartiers d'intervention sont difficilement durables dans un contexte post – projet étant donné la forte mobilité interne (au District de Bamako) et avec l'environnement externe (zone de départ). Il sera utile d'étendre le projet à toutes les communes de Bamako pour suivre celles-ci dans leur mobilité.

Les groupements de femmes mères des filles vulnérables dans les localités de départ ont une forte chance de poursuite des actions après la fin du projet. Cependant, il est encore nécessaire de les renforcer pour plus de durabilité par le SLPFEF.

Les actions d’alphabétisation malgré leur succès ne sont durables si les actions de ne sont poursuivies par la mise en œuvre de projets de vie élaborés par les FTD. Or ces actions n’ont pas été réalisées du fait d’insuffisance des ressources allouées et surtout du retard de leur virement aux partenaires.

Les points focaux des gares continueront aussi les actions en relation avec les SLPFEF, les DRPFEF, les centres d’accueil des ONG du domaine. En effet, pour ce maillon fondamental, il s’agit surtout d’éviter la rupture de contact entre les parents des localités de départ souvent et les structures spécialisées du domaine.

Les actions de concertations, de fora continueront aussi difficilement en l’absence d’un financement extérieur. Les montants investis dans ces activités sont souvent importants et ne sont pas forcément à la portée des communes, maitres d’ouvrage du domaine.

Concernant les communes, elles doivent fournir des efforts importants pour une gestion professionnelle du domaine de la promotion de l’enfant et des FTD. Cela doit se traduire dans une prochaine phase par la planification et la mise en œuvre des actions de concertation, l’appui à la gestion de cas.

9. SYNTHÈSE DES FORCES ET DES FAIBLESSES

| Critères | Note (x/5) | Forces | Faiblesses |
|-----------------------|----------------|---|---|
| Pertinence | 5/5 | <ul style="list-style-type: none"> - Cohérence avec les documents nationaux et internationaux dont le PANETEM, la CDE, le PFTE, la CADBEE - Adéquation avec les priorités des structures étatiques et les communes - Réponse à des besoins urgents des FTD à Bamako et des filles potentielles dans les localités de départ - Projet couvrant divers composantes (sensibilisations, gestion des cas, plaidoyer, scolarisation des filles, AGR pour les femmes) - | <ul style="list-style-type: none"> - Faible prise en compte des aspects d'insertion professionnelle - AGR identifiées non pertinente du fait de leur faible niveau de rentabilité (Bamako) - Jeunes filles vulnérable non-bénéficiaire des AGR dans les localités de départ |
| Efficacité | 4/5 | <ul style="list-style-type: none"> - Bon niveau de partenariat et de communication entre les partenaires de mise en œuvre (ONG, Structures techniques, communes) - Renforcement de synergie entre Jigitugu et les autres projets de mise en œuvre (BNCE, ADDAD et ENDA) - Participation active et responsable des filles/FTD dans le processus de gestion de projet - Beaucoup d'activités de renforcement de capacité organisées à l'endroit des partenaires de mise en œuvre et des bénéficiaires - Un bon niveau de mise en œuvre des activités prévues - Un processus de coordination par zone (Bamako, Ségou) autour des DRPFEE et nationale avec le comité de pilotage - Un bon niveau de fonctionnalité des mécanismes locaux (Bamako et Ségou) - Suivi des filles élèves (FDT potentielles) dans les écoles par les mécanismes locaux | <ul style="list-style-type: none"> - Des retards de mise en œuvre des activités du fait de la non-disponibilité des ressources pour la nouvelle année - Non réalisation de la composante insertion professionnelle - Faible financement de plan d'action des mécanismes locaux - Courte durée des formations initiées malgré la pertinence des thèmes |
| Efficiences | 2.5 / 5 | <ul style="list-style-type: none"> - | <ul style="list-style-type: none"> - Faible taux d'exécution budgétaire 76% pour les 3 ans - Retard dans le décaissement des fonds - Retard dans la transmission des données financières par les ONG partenaires - Faiblesse de salaire des agents des ONG partenaires - Faiblesses des montants consacrés aux activités (alphabétisation, journée thématique, etc.) - Certains budgets sont très faibles (1 500 000 F CFA) la formation, et la dotation en AGR des FTD - La dotation en AGR et EPC pour les mères tutrices est de 4 050 000 pour les 6 communes de départ |
| Effets impacts | 4/5 | <ul style="list-style-type: none"> - Réduction d'exploitation des FTD dans les gares et les domiciles - Maintien des filles à l'école dans les zones de départ | |

| | | | |
|-------------------|--------------|--|---|
| | | <ul style="list-style-type: none"> - Amélioration de la situation économique des parents des filles élèves à travers la pratique des AGR financées par le projet - Prise de conscience des parents et employeuses des FTD sur les risques et les dangers que les FTD rencontrent dans les villes d'accueils - Renforcement des connaissances et des attitudes des acteurs sur les droits de l'enfant dans toutes les zones du projet - Prise en charge des cas des FDT qui ont des problèmes (des frais de transport de retour, non-paiement des traitements, problèmes de santé etc.) - Amélioration du cadre d'étude des filles élèves démunies dans les zones de départ et également l'alphabétisation des FDT dans les zones d'accueil - Changement de comportement positif des employeuses vis-à-vis des FTD - Augmentation et paiement régulier des traitements des FTD - Réduction de la charge de travail des filles élèves et FTD avec un jour de repos hebdomadaire pour certaines | |
| Durabilité | 2,5/5 | <ul style="list-style-type: none"> - Mise en place de mécanisme local de protection des enfants dans chacune des communes d'intervention - Réalisation d'actions de renforcement des capacités des acteurs de ces mécanismes - Réalisation des actions de protection des enfants par les membres à titre individuel | <ul style="list-style-type: none"> - Faible fonctionnalité des mécanismes mis en place - Manque de moyens financiers des mécanismes - Faible dynamique de groupe des mécanismes - Absence de leadership des communes dans la protection de l'enfant |
| Genre | 4,5/5 | <ul style="list-style-type: none"> - Projet intégralement basé sur les couches défavorisées (FTD ayant quitté leurs localités d'origine venues chercher leurs subsides et des filles issues de familles démunies) - Approche de discrimination positive en faveur des filles scolarisées, des FTD et des mères des filles - Engagement des structures techniques et des communes aux côtés des acteurs locaux dans la promotion du genre - Production de données désagrégées dans le système de rapportage - | <ul style="list-style-type: none"> - Filles non scolarisées dans les zones de départ sont faiblement prises en compte pour les AGR - |
| ASDE | 4/5 | <ul style="list-style-type: none"> - Projet couvrant plusieurs domaines des droits de l'enfant - Promotion de la gestion des cas pour les FTD vulnérables - Mobilisation des acteurs communaux et de base autour de la protection de l'enfant - Approche systémique du projet dans la gestion des cas (gestion directe ou référencement) | <ul style="list-style-type: none"> - |

10. LEÇONS APPRIS

La mise en œuvre du projet a été riche d'enseignants au regard de la diversité des composantes et de la multiplicité des acteurs.

- L'approche par les paires éducatrices et les mécanismes est une pratique à répandre au cours d'une future phase (nouvelle) de Jigitugu du fait de l'efficacité de l'approche et des résultats atteints
- La gestion des cas dans le cadre du projet est un des plus grands succès du projet en répondant à une approche holistique de prise en charge et en ciblant les plus vulnérables. Les FTD ont su à travers Jigitugu que la chaîne solidarité n'est pas rompue (elles peuvent toujours compter sur une structure)
- Les appuis institutionnels aux structures étatiques dans un contexte de crise sécuritaire et politique que vit le Mali sont bien appréciés par ces structures qui souhaitent leur démultiplication
- Les changements socio - comportementaux envers les FTD ont certes atteint tous les espoirs en termes de résultats positifs, mais ceux-ci sont à consolider au cours d'une autre phase. Il est nécessaire de continuer les sensibilisations dans les mêmes zones pour des changements plus durables
- Educo n'a pas su valoriser les expériences de BNCE et d'Enda Mali dans la promotion des AGR pour les femmes et les filles de plus de 15 ans. Aussi, les filles de plus de 15 ans non scolarisées doivent bénéficier d'une approche systémique d'appui- accompagnement pour prévenir leur migration ;
- L'apport de réseau de plaidoyer est encore à valoriser : des contrats de plaidoyer doivent être signés au niveau des radios de proximité, des journaux en ligne pour sensibiliser les acteurs ;
- Le bon niveau de renforcement de capacités des agents des ONG partenaires, des structures techniques, des acteurs locaux, des juges, a été un facteur essentiel dans le processus de gestion de cas ;
- En perspective, le développement d'initiatives propres par les communes respectives financées par Educo (zones d'accueil, zone de l'axe routier et de départ) est une expérience à valoriser pour mieux inciter les élus ;
- La promotion du genre a été un pilier central de la mise en œuvre des actions de Jigitugu. Le projet a utilisé une approche variant d'un système de quota concernant les mécanismes de protection, à celle de discrimination positive en ciblant les FTD, les filles et leurs mères vulnérables ;
- Une deuxième phase éventuelle du présent projet doit prendre en compte des aspects résilience et de développement.

11. CONCLUSION ET RECOMMANDATIONS

La présente mission d'évaluation s'est déroulée sans difficulté majeure. Les activités ont été réalisées avec un grand professionnalisme surtout dans un contexte politique plus ou moins stable. Les activités de sensibilisation, d'intermédiation entre les FTD et les parents dans les localités de départ ont connu beaucoup de succès dans la mise en œuvre et en termes de résultats. Il en est de même pour les activités de gestion de cas dont ont bénéficié des FTD qui étaient dans une situation critique.

Quant aux mécanismes locaux de protection dans les zones de départ et dans les zones d'accueil, ils ont enregistré des résultats importants en termes de résultats, mais ils ont besoin de consolider les actions. Les groupements de femmes et leurs filles vulnérables respectives ont beaucoup connu des améliorations de conditions de vie, mais les acquis sont à renforcer en élargissant les interventions et surtout en augmentant les montants alloués. La situation de formation des FTD pour leur employabilité et le financement de leurs AGR est à revoir. Il faudra trouver des stratégies appropriées pour cet appui et en intéressant à cette action, les filles de plus de 15 restées dans les localités d'origine.

Au regard de ces réussites et des contraintes liées à l'environnement, la mission d'évaluation propose une nouvelle phase bâtie sur les expériences de la précédente en élargissant les interventions à toutes les communes de Bamako, à la zone de l'axe routier Ségou – Bamako et en gardant les anciennes communes de zones de départ (commune de San, Diéli, Yangasso et Touna) dans la nouvelle région de San et en élargissant les interventions à deux communes de la Région de Ségou en dehors des anciennes Saminé et Dioro). En effet, le contexte sécuritaire du Mali et de la région de Ségou, même si elle connaît une légère accalmie, est favorable à la migration des filles. Et sur le plan alimentaire, la région a connu aussi des perturbations du fait des interventions des groupes armés.

Les principales recommandations à l'endroit des acteurs sont :

a) Educo

- Financer une nouvelle phase du projet Jigitugu en étendant à toutes les communes du District de Bamako et les zones autour de l'axe routier Ségou-Bamako
- Recruter des ONG de mise en œuvre autant dans les zones de départ (Régions de San et Ségou) que dans les zones d'accueil et sur l'axe routier Bamako – Ségou ;
- Poursuivre le renforcement de capacités des ONG partenaires et des autres acteurs institutionnels (structures étatiques et communes)
- Instaurer une réelle concertation / synergie avec les autres ONG/projet intervenant dans les zones d'intervention
- Augmenter les montants des financements des activités à hauteur de pratique des ONG internationales

- Accélérer le décaissement des ressources financières de l'Educo aux ONG de mise en œuvre
- Assurer l'appui –conseil par les TDL et le suivi – évaluation par le Département spécialisé ;
- Assurer la planification et le suivi –évaluation partagés avec les ONG partenaires ;
- Assurer la mise à disposition rapide des fonds auprès des ONG et payer un traitement /salaire entier ou partiel aux comptables des ONG.

d) ONG exécutantes

- Impliquer plus les structures techniques dans le suivi des activités sur le terrain
- Appuyer les acteurs locaux dans la réalisation des activités
- Assurer une gestion professionnelle des fonds mis à leur disposition par Educo
- Mobiliser des financements complémentaires pour la prise en compte des activités non prévues par Educo ;
- Sensibiliser les acteurs locaux et les élus communaux pour une plus grande appropriation des actions

e) Elus communaux

- Organiser des actions de concertation entre les acteurs externes pour plus de synergie
- Mettre en œuvre les actions de protection de l'enfant contenues dans les PDESC
- Financer partiellement certaines activités essentielles telles que les concertations

e) Etat (services déconcentrés)

- Participer au cycle de gestion du projet
- Poursuivre les cadres de concertations formels étatiques autour de la protection de l'enfant en général et de la fille ;
- Participer aux missions de terrain avec les agents des ONG BNCE, Tdh et ADDAD

f) Communautés

- Mieux s'approprier les actions en mobilisant les acteurs locaux essentiels
- Mobiliser les ressources locales pour la prise en compte de leur contribution à la réalisation des actions du projet

g) Enfants filles /jeunes filles

- Mieux participer aux activités du projet à travers les mécanismes, les clubs des filles, la gestion des cas
- Sensibiliser les paires éducatrices au niveau communautaire et scolaire.

Recommandations globales

| N° | Constats | Détail | Recommandations | Stratégie | Cibles | Calendrier de réalisation | | |
|----|---|--|--|---|-------------------------------------|---------------------------|-----------------|-----------------|
| | | | | | | CT ⁴ | MT ⁵ | LT ⁶ |
| 1. | Besoins de prise en compte des filles vulnérables différentes des FTD | <ul style="list-style-type: none"> - Crise sécuritaire et politique à des répercussions négatives sur les filles PDI se retrouvant en ville du fait de la migration - Certaines filles migrantes, souvent se retrouvent dans la prostitution du fait des circonstances | Prendre en compte les catégories de filles les plus vulnérables en milieu urbain (Bamako, Ségou et San) | <ul style="list-style-type: none"> - Identification des filles les plus vulnérables notamment celles déplacées suite à la crise sécuritaire - Prise en compte des filles les plus vulnérables - Réfléchir sur la prise en charge de VENA dans les établissements secondaires | Filles migrantes dans les villes | x | x | x |
| 2. | Besoins de renforcer les sensibilisations dans les anciennes et nouvelles zones du projet | <ul style="list-style-type: none"> - De nombreuses séances de sensibilisation réalisées dans les zones de départ et dans les zones d'accueil - Des résultats tangibles obtenus dans les deux zones | Consolider les acquis des séances de sensibilisation | <ul style="list-style-type: none"> - Poursuite des sensibilisations dans les anciennes zones - Initiation de sensibilisation dans les nouvelles zones (axes routiers Bamako – Ségou) - Production de nouveaux outils de sensibilisation (supports vidéos, supports papiers) - Suivi – évaluation individuel des séances de sensibilisation auprès des FTD et des autres | Filles en général, + FTD | x | x | x |
| 3. | Développer la composante formation et insertion professionnelle | <ul style="list-style-type: none"> - Des formations réalisées au profit des FTD à Bamako - Pas de prise en compte des filles de plus de 15 ans dans les zones de départ - Pas d'AGR réalisées au profit des FTD | Elargir la profession professionnelle et les AGR aux filles des zones de départ et dans les zones de transit | <ul style="list-style-type: none"> - Etude sur les créneaux porteurs dans les zones de départ et d'accueil - Formation des FTD et des filles de plus de 15 ans - Augmentation substantielle des montants accordés pour les AGR - Appui à la réalisation en place des AGR - Appui à la gestion des AGR | Filles de + 15 ans Mères des filles | x | x | x |

⁴ Court termes=1 an

⁵ Moyen termes= 3 ans

⁶ Long termes = 5 ans

| | | | | | | | | |
|----|---|--|--|--|---|---|---|---|
| | Besoin d'appui aux actions de plaidoyer et de concertation | <ul style="list-style-type: none"> - Existence d'un réseau de journalistes chargés d'information et de plaidoyer auprès des mass média - Réalisation d'activités de plaidoyer par les membres des mécanismes - Plusieurs cadres de concertation mis en place au niveau communal et régional | Poursuivre les actions de concertation et de plaidoyer | <ul style="list-style-type: none"> - Formation sur le plaidoyer / lobbying - Elaboration, mise en œuvre et suivi-évaluation des actions de plaidoyer - Réalisation des actions de concertation - Utilisation des réseaux de journalistes et des mécanismes locaux et des organisations de jeunes pour les actions de plaidoyer | Réseau journaliste, cadre de concertation, organisation de jeunes | X | X | X |
| 4. | Nécessité d'appui aux mécanismes locaux de protection des FTD et des enfants | <ul style="list-style-type: none"> - De nombreuses activités réalisées par les mécanismes locaux - Non connaissance de la situation de mise en œuvre des activités des mécanismes - Renforcement de capacités passables des membres des mécanismes | Renforcer les acquis des mécanismes locaux de protection des FTD | <ul style="list-style-type: none"> - Formation des membres des mécanismes - Financement de la réalisation de leurs plans d'action - Appui à la réalisation des activités des mécanismes - Mise en place de mécanisme de suivi – évaluation des actions menées par eux | Mécanismes locaux | X | X | X |
| 5. | Besoins de consolider les acquis de coordination et de | <ul style="list-style-type: none"> - Tenue de réunion de coordination régionale - Organisation de coordination au niveau national (comité de pilotage) - Des acquis concrets issus des actions de coordination - Bon appui des agents TDL d'Educo aux ONG de mise en œuvre | Poursuivre les actions de coordination régionale et de comité de pilotage au niveau central | <ul style="list-style-type: none"> - Appui à la tenue des rencontres de coordination régionales et de réunions de comité de pilotage - Diffusion des résultats dans les journaux et en ligne - Poursuite de l'appui des TDL d'Educo aux ONG de mise en œuvre - Renforcement de capacités des ONG de mise en œuvre | Structures concernées | X | X | X |
| 6. | Non réalisation d'infrastructures pour les filles en particulier et les enfants en général | <ul style="list-style-type: none"> - Existence de besoin en ouvrages dans les zones de départ, les zones d'accueil et de zone transit - Non réalisation d'aucune infrastructure en 3 ans | Réalisation d'infrastructures dédiées aux filles surtout dans les zones de départ | <ul style="list-style-type: none"> - Etude des besoins d'infrastructures prioritaires - Réalisation et équipement des centres pour les filles - Signature de convention avec les communes pour leur durabilité - Formation des gestionnaires des centres | Filles en général | | X | X |

12. ANNEXES



1. PRESENTATION D'EDUCO

La Fondation Education et Coopération pour le Développement (Educo), membre de l'Alliance ChildFund, est une ONG globale de coopération pour le développement, intervenant dans une quinzaine de pays, en faveur des droits et de la protection des enfants.

Educo travaille selon une approche basée sur les Droits de l'Enfant, qui lui impose d'axer ses programmes et projets sur la réalisation des droits fondamentaux.

L'accent est mis sur l'ensemble des acteurs intervenant dans la promotion, le respect et la réalisation des droits de l'enfant en responsabilisant en particulier les titulaires d'obligation et de responsabilités tout en renforçant les capacités des titulaires de droits à réclamer leurs droits.

Educo développe ainsi, dans tous ses programmes, une approche favorisant le renforcement des capacités des 3 titulaires ci-après :

- Détenteurs/titulaires de droits à défendre et à revendiquer leurs droits ;
- Titulaires de responsabilités à s'impliquer dans la protection des enfants ;
- Titulaires d'obligations en tant que garant des lois et de leur application afin que l'Etat respecte ses engagements, au niveau central mais aussi local/décentralisé.

Tous ces acteurs doivent, en fonction de leurs rôles, participer au changement, au moyen d'actions directes sur les insuffisances et les violations des droits, le renforcement des mécanismes institutionnels, des capacités des communautés et de la société civile.

Au Mali, Educo a jusque-là développé des Programmes d'Education en particulier dans la Région de Ségou. Les défis de consolidation de ses actions soutenues par les Priorités Institutionnelles 2018 (en particulier la vision de faire d'Educo, une ONG globale d'aide à l'Enfance), ont ouvert la perspective de développer des actions en lien avec de nouvelles thématiques et de nouvelles zones d'intervention.

Cette ouverture thématique dont la concrétisation a commencé par l'élaboration d'un projet sur les filles travailleuses domestiques dans le district de Bamako, l'identification de trois partenaires de mise en œuvre dudit projet et la planification d'une mission exploratoire dans les zones de Mopti et Kayes constituent des défis importants pour Educo Mali qui est dans une profonde mutation pour non seulement se positionner parmi les acteurs de l'enfance au Mali mais également s'aligner aux priorités nationales afin de mieux répondre aux besoins des enfants et des communautés vulnérables.

2. CONTEXTE ET JUSTIFICATION

La démarche d'Educo, orientée par l'ADE, fonde ses actions et interventions sur la base d'une analyse de la situation afin de garantir la pertinence de celles-ci. Il s'agit, à travers cette démarche de mieux adapter ses interventions, ses approches aux défis auxquels font face les enfants et les familles vulnérables qu'elle accompagne et ceux de leurs environnements. Educo a ainsi mené une étude diagnostique sur la situation de protection des enfants à Bamako et Ségou. A la suite de cette étude la question de protection et spécifiquement celle des filles travailleuses domestiques est apparue comme une thématique majeure à prendre en compte.

C'est pour répondre à ce besoin qu'Educo a mis en place un projet dénommé « Projet de promotion des droits et de protection des filles travailleuses domestiques (FTD) (Jigitugu) dans le District de

Bamako et les cercles de Segou, Bla, San ». L'objectif du Projet est de contribuer à la reconnaissance et à la jouissance effective des droits de l'Enfant en général et celles des filles travailleuses domestiques en particulier au Mali. Il s'agira de prévenir la migration précoce des filles ; contribuer à la lutte contre l'exploitation des filles dans le travail domestique et à la promotion d'environnements sûrs et protecteurs dans 03 Communes du District de Bamako et trois cercles de la région de Ségou (cercle de Ségou, Bla et San).

Le projet étant à son terme, Educo compte faire une évaluation de ce projet pour connaître les acquis.

Les présents Termes de Référence décrivent les objectifs, les résultats attendus, la méthodologie, et le profil du consultant pour la mise en œuvre de cette évaluation.

3. PORTÉE DE L'ÉVALUATION

L'objectif de cette évaluation est de mesurer le succès et le progrès vers les objectifs et les résultats, de détecter et d'analyser les forces et les faiblesses de l'intervention, ainsi que d'établir des recommandations permettant d'améliorer la politique et les pratiques d'Educo.

Cette mesure se fera de façon spécifique suivant les domaines d'intervention suivante : **Droit, Protection, Bientraitance, Scolarisation de la jeune fille.**

Cette évaluation finale couvre la période 2019-2021

4. Objectif de l'évaluation

L'objectif global de cette évaluation finale est d'apprécier les résultats du projet ainsi que l'impact des actions menées par rapport aux objectifs visés. De plus, il s'agit de tirer les principaux enseignements de l'intervention et de formuler des recommandations pratiques concernant la poursuite d'une éventuelle nouvelle phase du projet.

De façon spécifique il s'agira pour le consultant :

- D'évaluer suivant les critères du Comité d'aide au Développement (DAC) qu : **Pertinence, la cohérence l'efficacité, l'efficience, la durabilité et l'impact** et les critères comme la **participation et l'approche genre.**
- Evaluer le niveau d'atteinte des indicateurs de résultats (avec le tableau du niveau d'atteinte des indicateurs)

5. MÉTHODOLOGIE DE L'ÉVALUATION ET PLAN DE TRAVAIL

Sur la base des termes de références le consultant devra proposer une note méthodologique pour répondre à l'objectif de l'étude, les questions clés pour évaluer les différents critères et un calendrier détaillé, l'ensemble devant être discuté et validé lors d'une réunion de cadrage avec un comité de suivi supervision de l'évaluation qui sera mis en place pour la circonstance par Educo.

L'équipe d'évaluation développera des méthodologies appropriées pour analyser la performance et le succès des programmes à travers les données qualitatives et quantitatives.

La mission d'évaluation se fera en deux phases : La phase bureau consacré à la revue des données secondaires s'en suivra la phase terrain avec la collecte des données primaires à travers des enquêtes, des entretiens individuels et ou groupés, des focus groupes.

La collecte auprès des enfants se fera avec des outils adaptés selon les normes et politique institutionnelle d'Educo

6. Livrables attendus

En plus du rapport Final, les produits suivants devront être livrés à Educo Mali :

- Un rapport initial ou note technique qui doit être présenté en début de mission à Educo. Ce rapport doit détailler la compréhension de la mission par l'équipe d'évaluation et indiquer comment chaque question de l'étude obtiendra une réponse à l'aide des méthodes proposées, les procédures de collecte, de traitement et d'analyse des données. Ce rapport initial doit inclure un programme détaillé des tâches, les différentes étapes de l'évaluation. Ce rapport offre au comité de suivi et aux parties prenantes une opportunité de vérifier qu'ils partagent la même compréhension au sujet de l'évaluation et également de clarifier tout malentendu au départ.
- Les outils de collecte de données qui doivent comprendre une liste de toutes les questions sur les enquêtes et/ou guides qui seront utilisées.
- Les tables des données pour les aspects quantitatifs et pour les aspects qualitatifs, les résultats des données collectées sous format Word ou Excel, les copies dures des questionnaires, entretiens / interviews réalisés doivent être jointes.
- Ce rapport sera agrémenté de « témoignages » (cas concrets) recueillis auprès des bénéficiaires et acteurs locaux illustrant concrètement les effets et impacts des programmes d'Educo.
- L'acceptation du rapport est liée à la suffisance de l'analyse des critères d'évaluation, pertinence de l'analyse du contexte dans lequel l'intervention est menée, pertinence de l'approche méthodologique et des techniques utilisées, cohérence entre les résultats, conclusions, enseignements tirés et recommandations, ainsi que la clarté du rapport ;

7. DOCUMENTS ET SOURCES D'INFORMATION

L'équipe d'évaluateur aura accès aux documents suivants :

- Le rapport de l'analyse situationnel des Droits de l'enfant contenant l'ensemble des violations identifiées sur lesquelles Educo a bâti ces programmes
- Le rapport de la situation de référence
- Le plan stratégique et le plan pays d'Educo
- Le Cadre logique du Projet Jigitugu
- Les documents programmatiques par zones contenant toutes les activités des programmes
- Les rapports annuels du projet
- Et tous autres documents demandés par l'équipe d'évaluation dont Educo dispose pour une meilleure appréciation des données

Respect des protocoles par l'équipe d'évaluation :

- Avant d'entreprendre la collecte des sources primaires, le personnel doit communiquer clairement aux enfants, aux parents/tuteurs et aux membres de la communauté les objectifs et les buts de leur visite et de l'étude elle-même, en leur expliquant comment les renseignements recueillis seront utilisés.
- Les informations obtenues par l'intermédiaire des enfants seront traitées de manière confidentielle afin de protéger leur anonymat. D'autres personnes interrogées devront également pouvoir rester anonymes si elles le souhaitent.

- Educo se chargera d'obtenir les autorisations nécessaires pour pouvoir citer l'information tout en préservant l'anonymat.
- Les participants devront être en mesure de décider volontairement de participer à des entretiens ou à des groupes de discussion (Focus Group) et d'exprimer clairement leurs consentements.

8. STRUCTURE ET PRÉSENTATION DU RAPPORT D'ÉVALUATION

Le produit final de l'évaluation sera constitué comme suit :

- Un résumé synthétique : résumé du contenu du projet et de la tâche de l'équipe d'évaluation ; quels étaient les objectifs et qu'est-ce qui a été atteint ; conclusions de l'évaluation ; potentiel pour une démultiplication ; pérennité financière et structurelle et de l'impact ; recommandations de l'évaluation messages clefs » se dégageant de l'évaluation ;
- Présentation des résultats de l'analyse et réponses aux questions : pertinence, efficacité, efficience impact et pérennité, genre et inclusion social.
- Synthèse globale : résultats, conclusion, leçons
- Conclusion : souligner les succès, mais aussi les points à améliorer, et des leçons à tirer pour nos prochaines planifications
- Recommandations : réalistes, opérationnelles et pragmatiques. Les recommandations visent principalement à améliorer la qualité des futurs programmes
- Une présentation PowerPoint de maximum 15 diapositives présentant les résultats de l'évaluation

9. PROFIL DE L'ÉQUIPE D'ÉVALUATION

Le / La Consultant principal devra être spécialisé en Suivi-Evaluation de Projets et Programmes en particulier en matière de protection et qui dispose d'au moins 5 ans d'expérience confirmée dans le domaine de l'évaluation des projets/programmes. Il doit également avoir une expérience en genre et surtout sur les aspects relatifs aux Violences Basées sur le Genre (VBG)

Il devra mettre en place une équipe ayant démontré sa maîtrise de la thématique, son expérience en matière de techniques de recherche aussi bien quantitative que qualitative et dans l'utilisation des outils d'analyse de données. Les qualifications de l'équipe qui sera chargée de conduire l'étude feront partie de l'offre à soumettre.

10. PRINCIPES DE L'ÉVALUATION, QUALITÉ D'AUTEUR ET PUBLICATION

Anonymat et confidentialité. L'évaluation doit respecter les droits des personnes qui fournissent les informations, en garantissant leur anonymat et la confidentialité. Au cours de la mission ou à tout moment après l'expiration ou la résiliation du contrat, l'équipe de travail ne doit pas divulguer à qui que ce soit ni utiliser les informations confidentielles qu'elle a obtenues ou peut avoir obtenues dans le cadre du présent contrat concernant l'organisation partenaire locale et/ou Educo, les personnes interviewées ou toute autre personne associée au processus

Responsabilité. L'ensemble de l'équipe d'Educo doit confirmer les résultats présentés, les éventuels désaccords.

Les données collectées auprès de chaque acteur doivent être analysées et validées auprès de ces mêmes acteurs

Intégrité. L'équipe d'évaluation se devra de mettre en évidence les questions qui ne sont pas expressément mentionnées dans les tdrs afin d'obtenir une analyse plus complète des programmes

Indépendance. Le consultant doit veiller à rester indépendant vis-à-vis des programmes examinés
Incident. Si des problèmes surviennent au cours du travail de terrain, ou à tout autre moment de l'évaluation, ils doivent être immédiatement signalé à Educo. Si cela n'est pas fait, l'existence de tels problèmes ne pourra en aucun cas être utilisé pour justifier l'impossibilité d'obtenir des résultats prévus par Educo dans les présents Tdrs

Validation de l'information. Le consultant se doit de garantir l'exactitude des informations recueillies lors de la préparation des rapports et sera responsable de l'information présentées dans le rapport final

Propriété : Les droits d'auteur et de publication des documents produits par l'équipe d'évaluation dans le cadre de ce contrat appartiennent à Educo

Protection des enfants. En tant qu'organisation qui travaille avec les enfants et les adolescents, Educo a l'obligation morale et la responsabilité juridique de favoriser une culture du bon traitement et de garantir la sécurité et la protection de tous les enfants et adolescents dont elle prend soin et qui se trouvent sous sa responsabilité. La prévention et la protection de tout type de violence physique, psychologique ou sexuelle, intentionnelle ou non intentionnelle, sont les piliers sur lesquels se base notre organisation. Par conséquent, toute personne rattachée à notre organisation devra connaître, respecter notre Code de Conduite envers les enfants et les adolescents.

11. CRITERES DE SELECTION D'ANALYSE ET DE SELECTION DES OFFRES

L'offre technique sera pondérée à 70% et l'offre financière 30% soit un total de 100%. Les critères d'analyse et de sélection de l'offre technique sont les suivant :

| N° | Critères | Scores Maxi | Notes | Observations |
|--------------|--|-------------|-------|--------------|
| 1 | Compréhension du mandat (contexte de l'étude, objet de la consultation, principales activités à réaliser lors de la consultation ; principaux résultats attendus de l'étude). | 20 | | |
| 2 | Approche méthodologique (description détaillée de la méthode d'échantillonnage de la collecte des données y compris le contrôle de qualité des données, la méthode de saisie et apurement des données, méthode et logiciel d'analyse des données | 20 | | |
| 3 | Expérience dans les études similaires du bureau. | 10 | | |
| 4 | Qualité des ressources humaines conformément aux TDR | 20 | | |
| TOTAL | | 70 | | |

12. DÉLAIS POUR LA RÉALISATION DE L'ÉVALUATION

Le délai pour la consultation est de **45 jours** maximum incluant le temps des déplacements dans les zones d'intervention des programmes ainsi que les activités de préparation et d'analyse de la documentation, de la préparation et de la mise en œuvre des enquêtes et du rapport final.

Le consultant proposera une méthodologie et une feuille de route lors de la rencontre de cadrage qui sera validé par le comité de coordination de l'évaluation.

Date de début de la mission octobre 2021

Date de fin de la mission avec remise de rapport final au plus tard le novembre 2021

13. COMPOSITION DES DOSSIERS

Les candidats intéressés pour cette consultation devront soumettre une proposition complète incluant :

1. Une Offre technique comprenant : une lettre de motivation, une description détaillée de la méthodologie proposée pour la conduite de la mission le Chronogramme de mise en œuvre, le CV détaillé du Consultant Principal décrivant son expertise et expérience ainsi que les CV des autres membres de l'équipe. *Le Consultant pourra joindre tout document permettant de valoriser sa candidature (Exemplaires de rapports similaires produits, certificats de bonne fin d'exécution de missions similaires...)*
2. Une Offre financière comportant : un budget détaillé pour la mission avec les différentes rubriques. La proposition financière devra comprendre d'une part les honoraires du Consultant et d'autre part les détails des autres coûts de réalisation de la mission.

14. 15. PROCEDURES DE SOUMISSION DES OFFRES

Les dossiers de candidature sont reçus au plus tard le **28/10/ 2021**

- **Sous plis fermé à l'adresse suivante** : Siège National d'Educo, Bamako, Quartier SOTUBA, en face de l'école française, les lutins.
- **Ou en version électronique à l'adresse E-mail** : secretariat.bamako@educos.org avec copies à : soumana.thienta@educos.org

NB : L'objet du mail ou les dossiers physiques doivent porter obligatoirement la mention suivante
« EVALUATION DE FIN DU PROJET JIGITUGU D'EDUCO MALI »

Après examen des dossiers par le Comité de sélection, le (la) candidat(e) retenu(e) sera contacté (e) directement par Educo